



LANGUE DE BARBARIE DU GAZ SUR JATARA

JUILLET 2024



EQUIPE DE RECHERCHE UGB

- Dr. Papa Fara DIALLO, Politiste, consultant principal
- El Hadji Bouré DIOUF, Politiste
- Ababacar DIANKO, Politiste
- Babacar FAYE, Sociologue

EQUIPE LSD

- Ndeye Fatou SY
- Babacar DIOUF

EQUIPE CLPA

- Fama SARR
- Magatte DIAW
- Arame FALL

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----------|
| ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS..... | 8 |
| RÉSUMÉ EXÉCUTIF..... | 9 |
| INTRODUCTION..... | 10 |
| CHAPITRE I : IMPACTS POTENTIELS DE L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES SUR LES ACTIVITES DES COMMUNAUTES DE PECHEURS DE LA LANGUE DE BARBARIE | 13 |
| 1. ÉTAT DES CONNAISSANCES SUR LES IMPACTS POTENTIELS DES OPERATIONS PETRO-GAZIERES OFFSHORE SUR LES COMMUNAUTES DE PECHEURS..... | 14 |
| 1.1. Analyse de la littérature scientifique..... | 14 |
| 1.2. Analyse des ressources médiatiques récentes..... | 18 |
| 2. ENJEUX DE LA PERTE DE LA ZONE DE PECHE DE JATARA | 19 |
| CHAPITRE II : LES IMPACTS ACTUELS DE L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES OFFSHORE SUR LES COMMUNAUTES DE PECHEURS DE LA LANGUE DE BARBARIE | 25 |
| 2.1. Caracteristiques sociodemographiques des personnes interrogées : un indicateur des impacts differencis sur la diversité des acteurs locaux..... | 26 |
| 3. ATTENTES NON SATISFAITES ET ENJEUX ASSOCIES A L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES OFFSHORE..... | 32 |
| 3.1. Des attentes légitimes vécues par les acteurs comme un mirage | 32 |
| 3.2. Des attentes déçues sur les bénéfices tirés de l'exploitation du gaz offshore | 33 |
| 4. LES IMPACTS DIFFERENCIES DE L'EXPLOITATION GAZIERE OFFSHORE SELON LES ACTEURS DE LA PECHE DANS LA LANGUE DE BARBARIE | 34 |
| 4.1. Les impacts socio-économiques..... | 34 |
| 5. LES IMPACTS CULTURELS..... | 42 |
| 5.1. Impact sur les pratiques culturelles et cultuelles | 42 |
| 5.2. Impacts sur la protection des sites culturels..... | 42 |
| 5.3. Solutions pour la protection du patrimoine culturel..... | 43 |

CHAPITRE III : ADAPTATION ET RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE PECHEURS FACE AUX IMPACTS DE L'INDUSTRIE GAZIERE OFFSHORE..... 44

6. LES STRATEGIES D'ADAPTATION DES COMMUNAUTES DE PECHEURS DE LA LANGUE DE BARBARIE 45

6.1. Développement de nouvelles activités génératrices de revenus à l'annonce de l'exploitation gazière 45

6.2. Stratégie d'adaptation des pêcheurs face à l'interdiction de certaines zones de pêche..... 46

6.3. Stratégie de résistance des communautés de pêcheurs 48

7. SOLUTIONS ENVISAGEES PAR LES ACTEURS POUR UNE EXPLOITATION GAZIERE AU BENEFICE DES COMMUNAUTES DE PECHEURS DE LA LANGUE DE BARBARIE 49

8. REponses DE LA COMPAGNIE EXPLOITANTE (BP) FACE AUX IMPACTS DES OPERATIONS GAZIERES OFFSHORE SOULEVES PAR LES COMMUNAUTES DE PECHEURS..... 50

9. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 52

10. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 54

11. ANNEXES 55

Annexe 1 : Méthodologie de la recherche..... 55

Annexe 2 : Analyse systémique des parties prenantes de la chaîne de valeur de la pêche dans la Langue de Barbarie dans un contexte d'exploitation d'hydrocarbures offshore..... 57

LISTE DES FIGURES

| | |
|---|----|
| Figure 1 : Localisation de la zone d'étude..... | 11 |
| Figure 2 : Diagramme en barres représentant le sexe et l'âge des personnes interrogées..... | 27 |
| Figure 3 : Diagramme en barres représentant la situation matrimoniale des personnes interrogées..... | 29 |
| Figure 4 : Répartition de la population interrogée selon l'activité professionnelle..... | 31 |
| Figure 5 : Répartition des enquêtés selon les changements constatés dans leur mode de vie causés par l'exploitation du gaz | 35 |
| Figure 6 : Répartition des enquêtés selon les types de changements notés | 36 |
| Figure 7 : Répartition des enquêtés selon leur perception des possibilités de création d'emplois favorisée par l'exploitation du gaz | 39 |
| Figure 8 : Répartition des nouvelles activités génératrices de revenus développées par les personnes interrogées à l'annonce de l'exploitation du gaz offshore..... | 46 |
| Figure 9 : Nuage de mots représentant les réponses des enquêtés sur les solutions pour que l'exploitation du gaz offshore soit bénéfique | 49 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'impact des installations gazières sur les superficies de pêche | 24 |
| Tableau 2 : Répartition des enquêtés selon leur niveau d'étude..... | 30 |
| Tableau 3 : Répartition des enquêtés selon leur région d'origine..... | 30 |
| Tableau 4 : Répartition des enquêtés selon leurs attentes par rapport à l'exploitation future du Gaz..... | 32 |
| Tableau 5 : Répartition des enquêtés selon leur perception du bénéfice de l'exploitation du gaz offshore | 33 |
| Tableau 6 : Répartition des personnes interrogées selon l'estimation de leur revenu mensuel..... | 34 |
| Tableau 7 : Répartition des enquêtés selon leur vécu de l'impact économique négatif de l'exploitation gazière | 36 |
| Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon leur niveau de production depuis l'installation des plateformes gazières..... | 37 |
| Tableau 9 : Répartition des enquêtés selon leur conception de l'impact de l'exploitation gazière sur l'inflation des prix des denrées alimentaires..... | 38 |
| Tableau 10 : Répartition des enquêtés selon leur perception de leur niveau de vie avant l'exploitation du gaz offshore..... | 39 |
| Tableau 11 : Impact négatif de l'exploitation gazière sur l'activité des pêcheurs | 40 |
| Tableau 12 : Répartition des enquêtés selon leur conception de l'état actuel de la pêche suite à l'implantation des plateformes gazières | 41 |
| Tableau 13 : Répartition des enquêtés selon leur perception des causes de la faible rentabilité de la pêche..... | 41 |
| Tableau 14 : Répartition des enquêtés selon leur conception de l'impact de l'exploitation du gaz sur la culture/tradition..... | 42 |
| Tableau 15 : Répartition des enquêtés selon leur perception de la protection des sites culturels suite à l'implantation des plateformes..... | 43 |
| Tableau 16 : Répartition des enquêtés selon leur proposition pour la protection du patrimoine culturel suite l'exploitation du gaz..... | 43 |
| Tableau 17 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'adaptation des pêcheurs face à l'interdiction de certaines zones de pêche..... | 47 |

LISTE DES PHOTOS

| | |
|---|----|
| Photo 1 et 2 : Entretien avec des femmes transformatrices de produits halieutiques | 12 |
| Photo 3 : Entretien avec le chef de service régional de la pêche | 21 |
| Photo 4 : Revendication des pêcheurs de la langue de Barbarie face aux installations gazières, 19 juillet 2024..... | 23 |
| Photo 5 et 6 : Focus groups avec les communautés locales (H/F) de la langue de barbarie affiliées ou non au CLPA de Saint-Louis. | 26 |
| Photo 7 : Protestation des pêcheurs de Guet Ndar pour la libération de Jatara, 19 juillet 2024..... | 48 |
| Photo 8 : Projet GTA, 19 août 2022..... | 50 |
| Photo 9 : Zone d'interdiction autour du champ GTA..... | 51 |

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ADEPA : Association Ouest Africaine pour le Développement de la Pêche Artisanale

AMP : Aire Marine Protégée

BP : British Petroleum

CDC : Comité de Développement Communautaire

CLO : Chargé de Liaison Communautaire

CLPA : Comité Local de Pêche Artisanale

DREEC : Direction Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés

EIES : Étude d'Impact Environnemental et Social

FPSO : Floating Production Storage and Offloading (unité flottante de production, de stockage et de déchargement)

GTA : Grand Tortue Ahmeyim

IRD : Institut de Recherche pour le Développement (France)

RSE : Responsabilité Sociétale des Entreprises

SMHPM : Société Mauritanienne des Hydrocarbures et du Patrimoine Minier

PETROSEN : Société des Pétroles du Sénégal

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'exploitation gazière aux larges des côtes saint-louisiennes a engendré des bouleversements significatifs dans la vie des communautés locales de pêcheurs de la Langue de Barbarie. Le secteur de la pêche, vital pour l'économie locale et la subsistance des populations, fait face à des défis accrus dus à la coexistence souvent conflictuelle avec les opérations industrielles. Les zones de pêche les plus poissonneuses, telles que « Jatará » et « Praia », déjà sous la pression de la surexploitation, subissent une réduction marquée en raison des périmètres de sécurité imposés par les installations gazières. Ce phénomène oblige les pêcheurs à s'éloigner davantage de la côte, augmentant les coûts et les risques associés à leurs activités de pêche. Certains témoignages recueillis indiquent une baisse de la productivité, avec des captures moindres, menaçant ainsi les revenus et la sécurité alimentaire des communautés de la Langue de Barbarie. Parallèlement, l'impact environnemental des opérations gazières ne peut être ignoré. Au-delà des collusions documentées entre les pirogues des pêcheurs artisanaux et les bateaux de surveillance des installations industrielles, les incidents de pollution marine, la perturbation des écosystèmes et une pression accrue sur les ressources soulignent la nécessité d'une évaluation et d'une gestion rigoureuses des impacts écologiques de ces opérations. Les perceptions, les perturbations et les stratégies d'adaptation des pêcheurs face à ces changements montrent une prédominance de pessimisme. Une grande majorité des pêcheurs pense que s'ajuster aux nouvelles réalités imposées par l'industrie gazière sera difficile. Toutefois, une partie, bien que minoritaire, reste optimiste quant à la possibilité de surmonter ces défis liés à la future exploitation gazière. Les données collectées révèlent également une diversité des situations matrimoniales, indiquant des responsabilités et des vulnérabilités variées. Les pêcheurs mariés représentent la plus grande proportion, augmentant leur pression économique en raison des charges familiales. Les pêcheurs célibataires peuvent avoir une flexibilité plus grande, mais les veufs et divorcés restent parmi les plus vulnérables.

Sur le plan social, l'étude montre que l'activité extractive affecte négativement ces communautés. Ces impacts s'apprécient en termes de modification de leur mode de vie dans le sens où elles deviennent progressivement désœuvrées et perdent un travail de pêcheur hérité de génération en génération et garant d'un statut social digne. En effet, 71% des personnes interrogées déclarent être satisfaites de leur niveau de vie avant l'exploitation du gaz. Cela crée un ressentiment et un sentiment d'impuissance qui porte les germes d'une tension sociale entourant le projet gazier GTA. À cela, il faut ajouter le drame de l'émigration clandestine qui semble gagner du terrain nonobstant la découverte du gaz. L'enquête a ainsi révélé que le désespoir gagnant des capitaines de pirogue, ces derniers, pessimistes quant à la création d'emplois associée au projet gazier, font le choix de prendre les routes de la migration irrégulière au péril de leur vie. Sur le plan économique, il a été documenté une baisse de capture de poissons directement imputée à l'installation de la plateforme gazière qui vient amplifier un phénomène déjà existant de raréfaction des ressources halieutiques. Il est ainsi à noter que 69% des personnes interrogées considèrent la baisse des revenus comme principal changement en lien direct avec l'exploitation du gaz.

Face à cette situation et devant des entreprises exploitantes dont la RSE est jugée défaillante, les contestations et les logiques de défiance à l'égard de l'exploitant portent sur son emprise sur « Jatar » , principale zone de pêche à Guet Ndar. Ce sont aussi des manifestations spontanées qui sont organisées par les communautés de pêcheurs de Guet-Ndar. Dans ce contexte, l'Etat, les collectivités territoriales et des organisations comme le CLPA sont éprouvés dans leur légitimité à jouer effectivement le rôle de garant de la sauvegarde des droits des communautés locales de pêcheurs. L'étude a enfin montré la nécessité de proposer des stratégies adaptées pour chaque groupe spécifique de la Langue de Barbarie afin de garantir leur résilience face aux impacts actuels et futurs du projet GTA Phase 1. Le CLPA joue un rôle crucial en renforçant les capacités des pêcheurs et en favorisant des plateformes d'échange et de dialogue avec les entreprises et les autorités locales. Pour l'entreprise BP, la responsabilité ne se limite pas seulement à s'engager sérieusement dans une exploitation qui respecte l'environnement et la durabilité des écosystèmes, mais s'étend inexorablement au soutien ou à la compensation des communautés affectées par ses activités.

INTRODUCTION

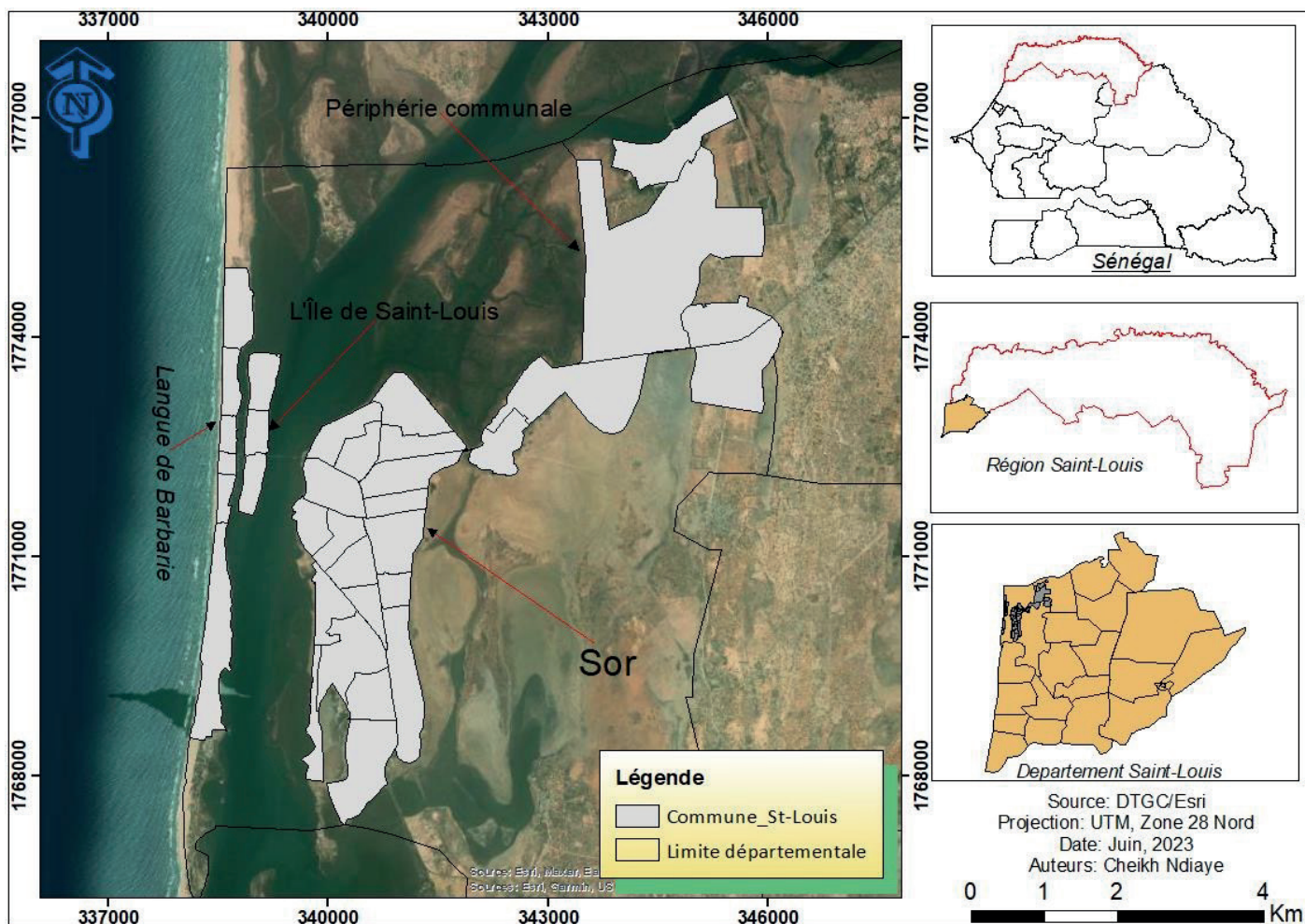
Au Sénégal, les années 2000 ont été un grand tournant dans l'exploration pétrolière et gazière (NDIAYE et al., 2023). En effet, c'est pendant cette période que l'État sénégalais initie des contrats d'exploration avec des compagnies pétrolières (TROUILLET et al., 2023). Entre 2014 et 2016, les activités d'exploration d'hydrocarbures menées sur le bassin sédimentaire sénégalais vont confirmer la présence d'importantes réserves de pétrole et de gaz tout le long du littoral.

Dans ce contexte, la zone de Saint-Louis présente de grandes opportunités avec le champ gazier de Grand Tortue Ahmeyim (GTA) à la frontière mauritano-sénégalaise. Kosmos Energy, opérateur des blocs Saint-Louis offshore profond et Cayar offshore profond, a annoncé la découverte majeure de gaz de Tortue le 27 avril 2015, grâce au forage d'exploration Tortue-1 réalisé dans les eaux territoriales mauritaniennes mitoyennes de la frontière sénégalaise. Avec des réserves estimées à 450 milliards de m³ selon la compagnie British Petroleum (BP), le champ gazier est situé dans des formations rocheuses sous le fond marin situé à 125 km des côtes et couvre une surface totale réputée égale à 9 463 km². Par la suite, un accord cadre est signé le 14 janvier 2016 entre la Société des pétroles du Sénégal (Petrosen), la Société mauritanienne des hydrocarbures et du patrimoine minier (SMHPM) et Kosmos Energy Ltd. Cet accord porte sur la délimitation, l'évaluation, le développement et l'exploitation des ressources communes d'hydrocarbures de la zone. Par ailleurs, les zones d'activité sont précisées avec :

- Une zone offshore à environ 125 km de la côte et à une profondeur d'eau de 2700m. Elle comprend le champ gazier ainsi que les puits sous-marins et les collecteurs ;
- Une zone de pipelines reliant les infrastructures offshore et celles à proximité des côtes. Elle abritera une installation flottante appelée FPSO (unité flottante de production, de stockage et de déchargement) et une plateforme à environ 35-40 km de la côte pour le prétraitement du gaz et l'élimination des liquides du gaz ;
- Une zone près des côtes où un brise-lame protégera l'installation flottante prévue pour liquéfier le gaz. D'une longueur de 1 km, ce brise-lame sera distant de la côte d'environ 3 à 5 km, là où la profondeur est d'environ 16 à 20 m.

Destiné à l'exportation ainsi qu'aux marchés domestiques, et bien que porteur de nombreuses attentes économiques, le projet de GTA suscite des interrogations quant à ses impacts. La présente recherche vise ainsi à documenter les impacts actuels et potentiels des opérations pétrolières et gazières sur les communautés de pêcheurs de Guet Ndar.

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude



Source : NDIAYE et al., 2023

Encore appelé le quartier des pêcheurs de Saint-Louis, Guet-Ndar occupe la partie Sud de la Langue de Barbarie. Le site a la particularité de n'accueillir quasiment pas de pêcheurs allochtones (SECK, 2014). L'essentiel de la population est formé par les Wolofs de Guet-Ndar qui évoluent dans un contexte urbain, et n'ont d'autre activité que la pêche ; ce qui est déterminant dans leurs pratiques et perceptions de la mer et de ses ressources. Le quartier de Guet-Ndar est constitué de trois sous quartiers que sont Lodo, Pondoxolé et Dakk. Le quartier est un foyer d'établissement humain densément peuplé (plus de 25.000 habitants sur une superficie de près de 17 hectares) et particulièrement proche de la zone d'exploitation gazière. La présente étude, portant sur les impacts potentiels et actuels de l'exploitation du gaz offshore sur les activités des pêcheurs de Guet Ndar, s'appuie sur une démarche méthodologique reposant sur une double approche quantitative et qualitative¹.

Photo 1 et 2 : Entretien avec des femmes transformatrices de produits halieutiques



Source : Enquête de terrain, 18 Juin 2024

¹ Voir Annexe 1 pour une description détaillée de la méthodologie de la présente étude.

**CHAPITRE I : IMPACTS POTENTIELS DE L'EXPLOITATION
DES HYDROCARBURES SUR LES ACTIVITES DES
COMMUNAUTES DE PECHEURS DE LA LANGUE DE
BARBARIE**

1. ÉTAT DES CONNAISSANCES SUR LES IMPACTS POTENTIELS DES OPERATIONS PETRO-GAZIERES OFFSHORE SUR LES COMMUNAUTES DE PECHEURS

La revue de littérature s'appuie sur une analyse systématique de la documentation scientifique et de la documentation de presse.

Avant d'aller plus loin, des termes comme « impact », « étude d'impact environnemental et social (EIES) » et « personne affectée par un projet (PAP) » méritent d'être définis.

Ainsi, les impacts dont il est question ici sont ceux qui sont perçus comme indésirables et dommageables pour la chaîne de valeur de la pêche.

S'agissant de l'étude d'impact, aux termes de la loi n°2023-15 du 02 août 2023 portant Code de l'environnement, elle désigne l'« étude préalable à la réalisation de projet d'aménagement, d'ouvrage, d'équipement, d'installation ou d'implantation d'unité industrielle, agricole ou autre, permettant d'apprécier les conséquences directes et/ou indirectes du projet sur les ressources de l'environnement ». La dimension sociale de l'étude d'impact permet d'apprécier les risques sociaux associés à la réalisation d'un projet. C'est un document qui contient aussi les mesures de mitigation des risques identifiés.

Quant à la personne affectée par un projet, c'est toute personne affectée de manière négative par un projet. Cela induit la perte totale ou partielle, de façon temporaire ou permanente, de biens, de moyens de production, d'occupations, des ressources utilisées, ou l'accès à de telles ressources.

1.1. Analyse de la littérature scientifique

Saisie par la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés (DEEC) du ministère de l'Environnement du Sénégal pour donner un avis indépendant sur l'étude d'impact environnemental et social (EIES) du projet GTA, la Commission Néerlandaise pour l'Evaluation Environnementale (CNEE) (CNEE, 2018) fait le constat que l'EIES contient une ample collection d'informations pertinentes. La CNEE estime toutefois que les informations environnementales présentées dans le rapport et nécessaires à la caractérisation des impacts sont incomplètes et/ou qu'elles n'ont pas été suffisamment exploitées. Ceci conduit à une analyse insuffisante du milieu marin et côtier et des aspects socioéconomiques de la sous-région ainsi que de sa vulnérabilité face aux impacts liés au projet. La CNEE constate que l'EIES est incomplète sur les raisons des choix qui ont été faits dans la conception du projet. Ces lacunes dans l'information, l'analyse et la justification des choix, rendent difficile une appréciation de la magnitude d'impacts, et de la pertinence des mesures de mitigations proposées.

Dans son EIES réalisée dans le cadre de la phase 1 du projet GTA (BP, 2019), un des impacts identifiés est le risque de collision qui pourrait se produire entre les pirogues des pêcheurs et les navires de soutien qui sortent des zones d'exclusion de sécurité. Selon les résultats de l'étude : « Les pirogues sont particulièrement sensibles aux collisions. Ces petites embarcations n'ont ni réflecteur ni système de communication. De plus, elles n'ont pas d'équipement radar, d'éclairage et de sauvetage. Par conséquent, il y a un risque de collision entre les navires de soutien et ces pirogues, surtout la nuit et à proximité des côtes. Une telle collision pourrait entraîner la mort de pêcheurs ». Il y a aussi l'impact qui porte sur la perte d'équipement de pêche pour les pêcheurs artisanaux. En effet, d'après les conclusions de l'étude : « Dans la partie du pipeline installée à moins de 200 m de profondeur, les mouvements des navires pourraient interférer avec les filets de pêche artisanale. Les navires risquent de passer par-dessus des filets ou des bouées et, dans certains cas, de les abîmer. Cela entraînerait la perte d'équipements de pêche pour les pêcheurs artisanaux. Les 25 navires associés au projet sont concernés puisque la zone d'exclusion de sécurité où ils évolueront se déplacera le long du couloir du pipeline ». Il y a enfin le risque de perte d'accès à des secteurs de pêche.

On peut ainsi lire dans le document : « La perte d'accès à des secteurs de pêche potentiels autour du FPSO et du brise-lames commencera au début de la phase de construction et se prolongera durant les 20 années de la phase des opérations ». Cette perte ou entrave de secteurs de pêche artisanale dans la Zone du Terminal du Hub GNL près des côtes serait d'environ 1,6 km dans chaque pays (Sénégal et Mauritanie). Toutefois, selon les résultats de l'étude : « Cette perte d'accès, notamment si elle se limite à une zone de 1,6 km², a peu de chances de se répercuter sur le nombre de prises au large de Saint-Louis, et encore moins le long du littoral de la Grande Côte. Par conséquent, l'intensité de l'impact sur les prises de pêche artisanale est jugée faible », selon l'EIES du projet GTA.

Ayant effectué une revue critique de l'EIES du projet gazier GTA, le Think tank LEGS-Africa (LEGS-Africa, 2022) identifie un certain nombre de risques que sont :

- les risques liés à l'environnement, c'est-à-dire les impacts négatifs potentiels sur l'environnement et la biodiversité ;
- les risques socio-économiques qui concernent les communautés ainsi que leurs activités, mais également les conséquences économiques aux différentes échelles, locale et nationale, d'un déversement d'hydrocarbures ;
- les risques de sécurité maritime relatifs à l'exploitation des ressources pétrolière et gazière.

Pour leur part, les auteurs de l'article intitulé « Enjeux environnementaux et socio-économiques de l'exploitation du gaz sur le littoral nord sénégalais » (NDIAYE et al., 2023) mettent en exergue la perturbation de l'environnement marin et côtier, l'altération des écosystèmes marins et côtiers et la perte de la biodiversité marine comme impacts à redouter dans l'exploitation du gaz. Ces perturbations concernent également les conflits d'usage de l'espace et des ressources halieutiques. Ils soutiennent ainsi que : « l'exploitation du gaz entraîne dans une certaine mesure la perturbation de l'organisation des acteurs dans l'exercice de leur activité, notamment la pêche. En effet, la superposition des zones de pêche et des sites d'exploitation gazière met en évidence les menaces qui pèsent sur l'activité de pêche. Les zones de pêches sont occupées par l'industrie gazière avec l'érection d'une zone d'exclusion de 500 m de rayon. Cela entraîne une perte des pêcheries au profit du développement des activités d'exploitation gazière ». Ils ajoutent, par ailleurs, que « l'installation du hub continental est réalisée sur le site de « Jatar » qui demeurerait la principale zone de pêche notamment pour les acteurs de la Langue de Barbarie utilisant les filets à ligne. Cette situation engendre de facto, le rétrécissement de la zone de pêche mais aussi provoque les incursions de plus en plus fréquentes des pêcheurs dans l'AMP [Aire Marine Protégée] ». Ils déclarent, en outre, que « le hub continental de la plateforme est situé à 10 km de la côte avec un cordon de sécurité de 500 m qui constitue un blocus pour les pêcheurs notamment ceux de Goxxu Mbacc et Guet-Ndar. Il demeure ainsi que cette nouvelle activité présente des risques sur la pratique de la pêche artisanale ». Les auteurs de l'article insistent sur la spécificité des communautés de la Langue de Barbarie qui abrite, notamment, le quartier de Guet-Ndar. Il apparaît ainsi, selon les auteurs, que « contrairement aux autres communautés de pêcheurs de la zone d'étude restreinte du projet GTA, qui pratiquent au moins une autre activité complémentaire, celle de la Langue de Barbarie sont, en majorité, exclusivement actives dans la pêche ».

La question de la difficile cohabitation entre les activités halieutiques et extractives a été documentée par Aline Joëlle LEMBE BEKALE (LEMBE BEKALE, 2023) qui a mené une recherche sur les activités halieutiques et pétrolières sur le littoral gabonais. Les activités pétrolières constituent en effet un marqueur fort de l'espace maritime gabonais au regard de la présence très remarquable de leurs installations et des vastes étendues des champs d'exploitation, qui limitent le rayon d'action d'autres usages de la mer comme la pêche maritime. Cette prédominance spatiale du secteur pétrolier pose le problème non seulement de cohabitation entre les activités pétrolières et de pêche mais aussi celui des risques environnementaux. Selon elle, « le découpage du domaine maritime gabonais permet d'identifier les zones réservées à la pêche, celles dédiées aux activités pétrolières et de conservation. Cependant, en regardant minutieusement, les délimitations ou les frontières maritimes n'étant pas toujours visibles, provoquent des conflits de cohabitation entre les différents usagers en l'occurrence les pêcheurs et les pétroliers ». Elle pointe aussi du doigt l'extension des territoires gaziers qui limiterait l'espace dédié à la pêche en ces termes : « La quête effrénée de nouveaux champs d'exploitation qui s'accompagne de l'extension des territoires pétroliers limite le rayon d'action de la pêche. Les différentes installations érigées en mer et sur le littoral réduisent considérablement l'espace dédié à la pêche dans la mesure où les pêcheurs ont interdiction de se rapprocher de ces infrastructures ». Par ailleurs, elle met en exergue la tentation des pêcheurs de s'aventurer à proximité des installations pétrolières avec les conséquences que cela pourrait engendrer : « [...] les équipements pétroliers constituent des zones de concentration et de reproduction pour certaines ressources halieutiques telles que les mollusques (Mollusca) et les algues (Chlorophycées) attirés par les déchets alimentaires rejetés en mer mais aussi par les structures solides des installations sur lesquelles elles s'accrochent et se réfugient. Les pêcheurs sont donc très souvent tentés de pêcher à proximité des plateformes pétrolières où les ressources abondent, surtout que la réduction des zones de pêche les contraint soit à limiter leurs activités soit à aller plus au large et donc de sortir de leur périmètre. D'après les données de surveillance VMS de la pêche industrielle en 2019, il ressort que les navires de pêche font des incursions nocturnes fréquentes et traversent les zones d'installations pétrolières. Ces armateurs prennent les risques que les chaluts qui raclent les fonds sous-marins à la recherche des espèces démersales qui s'accrochent aux câbles sous-marins ».

Sandra KLOFF, Clive WICKS et Paul SIEGEL (KLOFF et al., 2010) admettent aussi le risque de conflit potentiel de l'industrie gazière avec le secteur de la pêche en ces termes : « Outre les impacts environnementaux et le conflit potentiel avec d'autres secteurs économiques comme la pêche et le tourisme, la découverte de pétrole et de gaz peut créer toute une série de problèmes socio-économiques ».

Ayant réfléchi sur les enjeux informationnels de la planification spatiale marine, Brice TROUILLET et son équipe (TROUILLET et al., 2023) ont abordé la problématique de l'accaparement des mers et ses impacts sur la pêche artisanale. Les auteurs ont identifié l'expansion de l'industrie d'extraction « Oil & Gas » comme une des causes de ce phénomène. D'après les auteurs, « en 2014, la problématique de l'accaparement des mers a été analysée dans le cadre d'une étude réalisée conjointement par trois organisations d'appui aux pêcheurs et au monde paysan [...] avec le WFFP [World Forum of Fisher People]. Les causes identifiées de ce phénomène sont très diverses. Une des plus importantes étant la définition au travers de mécanismes complexes de politiques des pêches et de droit d'accès aux ressources sous forme de quotas dont les pêcheurs artisans sont souvent exclus. Les autres facteurs sont l'accroissement du nombre de projets liés à l'aquaculture ou à la production d'énergie (éolien en mer), la création de grandes aires marines protégées associées à des projets écotouristiques, l'expansion de l'industrie d'extraction « Oil & Gas » ou encore le développement d'infrastructures portuaires. Ces activités, aujourd'hui regroupées au sein du concept d'économie bleue, impliquent très souvent une forme de privatisation ou des restrictions de l'accès aux espaces et/ou aux ressources marines ou côtières. Les communautés de pêcheurs, qui dépendent de ces espaces et de ces ressources pour leur subsistance, ne sont pas pour autant associées aux processus de réflexion et de décision qui restent principalement orientés en fonction des bénéfices financiers à court terme ». S'y ajoutent, selon les auteurs, les interrogations quant aux potentiels impacts du projet de Grand Tortue Ahmeyim : « [...] bien qu'une consultation publique ait été menée en 2017 sur la communication du projet entre les parties prenantes du projet et les acteurs locaux de Saint-Louis (organisations de pêcheurs, groupements de femmes transformatrices, mareyeurs, populations de Saint-Louis, autorités administratives et locales, ONG, universitaires, etc.), les informations manquent cruellement pour identifier les impacts environnementaux et sociaux de l'exploitation gazière. Ainsi, les pêcheurs de Guet-Ndar redoutent que l'implantation future du terminal gazier entraîne une réduction de leur territoire de pêche dans un contexte déjà tendu. D'après eux, une perte de territoire occasionnerait une baisse des débarquements et de leurs revenus, sans compter les risques d'accident, les problèmes de sécurité et les pollutions occasionnés par l'exploitation ».

L'exploitation des hydrocarbures soulève aussi des problèmes de sûreté et sécurité en mer. Mivy-Grady MOMBO et Michel DESSE (MOMBO et DESSE, 2023), dans leur article intitulé : « Le pétrole comme facteur d'insécurité maritime : Acteurs et évolution du phénomène dans le Golfe de Guinée », montrent que le « pétrole est facteur d'insécurité maritime au travers des acteurs et de l'évolution du phénomène dans le Golfe de Guinée ». En effet, si l'insécurité est longtemps demeurée dans le cadre des zones de production du delta du Niger, elle s'est organisée et tournée vers la haute mer. Cette piraterie tend à suivre la mise en exploitation des nouveaux gisements dans le Golfe de Guinée. Elle s'appuie sur un réseau de petits trafiquants transfrontaliers au Bénin ou au Togo et pousse ses réseaux réticulés vers les régions soumises au terrorisme.

Aussi, les cas d'accident ne sont pas rares dans l'industrie extractive et ces accidents peuvent survenir dans les différentes phases des projets offshore (GUEYE, 2019).

Les impacts potentiels des opérations pétrolières et gazières sont donc largement documentés dans la littérature scientifique. La presse rapporte aussi un certain nombre d'impacts perceptibles par les communautés de pêcheurs de la Langue de Barbarie.

1.2. Analyse des ressources médiatiques récentes

L'analyse de la documentation de presse montre que les communautés de pêcheurs de Saint-Louis continuent d'exprimer leurs inquiétudes quant aux répercussions de l'exploitation du pétrole et du gaz sur leur principale activité économique. En effet, lors d'une sortie récente¹, le Président du Mouvement pour la Défense des Intérêts de la langue de Barbarie considère que l'annonce de l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz dans la région suscite à la fois de l'espoir et de l'inquiétude parmi les citoyens. « Nous sommes conscients des avantages potentiels que le pétrole et le gaz peuvent apporter en termes de développement économique et d'opportunités d'emplois »². Toujours selon lui, les populations de la Langue de Barbarie expriment leurs préoccupations face à l'exploitation du gaz à Saint-Louis. « Nous allons discuter des implications de l'exploitation du gaz dans notre localité, mais surtout exprimer nos préoccupations et revendications pour notre communauté. La Langue de Barbarie est riche en ressources naturelles avec comme activité principale la pêche, mais elle est aussi fragile et vulnérable »³.

En novembre 2020, le journal Le Quotidien se penchait déjà sur la problématique de l'absence de chiffres fiables, conséquence d'une « informalisation » du secteur de la pêche. En effet, « les données se bousculent, mais les protagonistes ne se mettent pas d'accord sur les bons chiffres. Même sur le nombre de personnes vivant directement ou indirectement de la pêche, on note des désaccords certains ; d'où la nécessité pour l'Etat de jouer le jeu de la transparence dans les accords qu'il passe »⁴. Ce même désir de transparence envers les communautés directement ou potentiellement impactées par l'exploitation des ressources naturelles a été également exprimé en février 2024, lors d'un atelier de formation des acteurs de l'État, où un conseiller territorial et membre de la commission des ressources naturelles au Haut Conseil des collectivités territoriales a souligné que la prévention des conflits dans les zones d'exploitation des ressources naturelles nécessite une gouvernance transparente, depuis l'octroi des licences jusqu'à la distribution des revenus. Cette transparence est cruciale pour assurer une exploitation responsable et respectueuse des droits des communautés⁵.

Par ailleurs, dans une enquête intitulée « Saint-Louis : L'exploitation gazière, une menace sur l'avenir des communautés côtières ? »⁶, il est fait état de la préoccupation des acteurs de la pêche quant à l'exploitation imminente des réserves de gaz à la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie par la compagnie pétrolière et gazière britannique British Petroleum (BP), à travers la plateforme Grande Tortue Ahmeyin (GTA). Une des personnes enquêtées déclare : « Cette zone est devenue inexploitable pour les pêcheurs alors qu'elle était autrefois un lieu stratégique abritant un important récif corallien nommé « Jatara ». Ce récif, qui était l'habitat de poissons nobles tels que le Thiof, a été détruit ». Une autre affirme : « Nous sommes inquiets depuis les recherches sismiques, craignant la destruction du fond marin ainsi que la menace qui pèse sur la quiétude de nos ressources halieutiques. En effet, le poisson n'apprécie pas le bruit ».

Il est souvent constaté, dans les documents de presse consultés, qu'avec l'exploitation gazière, certains pêcheurs se plaignaient déjà du rétrécissement de leur zone de pêche avec la perte de « Jatara ». En guise d'exemple, le site d'information Enquête+ alertait déjà sur le fait que la plateforme gazière, étant un peu comme le mécanisme des récifs artificiels, il y avait des risques que les pêcheurs y aillent pour pêcher, avec tous les risques qui vont avec⁷.

1 Voir Le Quotidien, numéro 118, paru le lundi 06 mai 2024.

2 Ibid

3 Cf. Le Témoin, numéro 2061, paru le lundi 07 mai 2024

4 Voir Le Quotidien, numéro 5317, paru le 16 novembre 2020

5 Cf. APS (Agence de Presse Sénégalaise), le 24 février 2024.

6 Publiée sur le site d'information Seneweb, le 22 avril 2024

7 Voir Enquête+, le 26 juillet 2021.

Enfin, s'intéressant à la problématique des impacts des opérations gazières sur les pêcheurs de Saint-Louis, la Rédaction d'AfricaNews¹ relate l'histoire de quatre femmes qui ont déclaré avoir commencé à se prostituer parce que leurs maris, tous pêcheurs, ne pouvaient plus gagner leur vie depuis que « le marché du gaz est arrivé en ville » et que la plateforme a restreint l'accès aux zones de pêche fertiles, connues localement sous le nom de « Jatara ». Selon toujours le site d'information, les femmes ont toutes déclaré qu'elles connaissaient plusieurs autres femmes dans la même situation.

2. ENJEUX DE LA PERTE DE LA ZONE DE PECHE DE JATARA

Avant d'évoquer les enjeux de la perte de la zone de pêche dénommée « Jatara », précisons que la pêche artisanale maritime est la composante la plus dynamique dans le secteur de la pêche et la plus importante en termes de retombées économiques dans la ville de Saint-Louis (NDIAYE et al., 2023). Aussi, aux termes de l'article 11 de la loi n°2015-18 du 13 juillet 2015 portant Code de la pêche maritime : « la pêche artisanale ou industrielle est définie selon les moyens utilisés ». Le décret n° 2016-1804 portant application de la loi n°2015-18 du 13 juillet 2015 portant Code de la pêche maritime dispose, en son article 2, qu'une embarcation de pêche artisanale est tout navire non ponté qui utilise des moyens de capture non manœuvrés mécaniquement et dont le seul moyen de conservation est la glace ou le sel. Le même décret précise, en son article 9, que toute embarcation de pêche ne répondant pas à la définition de l'embarcation de pêche artisanale susvisée est considérée comme une embarcation de pêche industrielle. Activité ancienne, la pêche artisanale est sans aucun doute la composante à laquelle le Sénégal doit sa renommée de pays à tradition de pêche. La pêche artisanale, encore appelée pêche pirogrière, est portée par de fortes communautés littorales et a su tirer profit de facteurs écologiques et socio-économiques qui font aujourd'hui son dynamisme (SECK, op. cit.).

Les côtes sénégalaises sont soumises à l'influence de deux systèmes de courants océaniques à l'origine des remontées d'eaux profondes ou upwellings qui y prédominent. Il s'agit :

- du courant froid nord équatorial ou courant des canaries qui se déplace vers le sud le long des côtes mauritaniennes et sénégalaises ;
- du contre-courant équatorial en provenance de l'est et du sud-est qui pour se part transporte des eaux chaudes (24°C) et salées (36g/l) le long du golfe de Guinée.

Le phénomène intense d'upwelling qui agit le long des côtes permet ainsi une mer riche en phytoplancton et fortement productive.

Orientée Nord- Sud, la Langue de Barbarie est « un cordon littoral qui s'est édifié à partir des apports de la dérive littorale nord- sud qui charriait d'importantes quantités de sable. Ces sables ont ainsi progressivement isolé les anciennes lagunes de la région de Saint-Louis et obligé le fleuve à prendre une direction franchement sud. » (MICHEL P., cité par SECK, op. cit.). Flèche septentrionale de la grande côte s'étirant entre les méridiens 16°31 et 16°35 de longitude ouest et les parallèles 15°47 et 16°3 de latitude nord, la Langue de Barbarie constitue le littoral depuis Ndiago au nord de Saint-Louis jusqu'à Mboumbaye. Avec une largeur décroissante du nord au sud (entre 400 m à 2 km), ce cordon littoral long de 25 à 30km connaît une variation spatio-temporelle qui a pour effet de modifier constamment la position de l'embouchure.

1 Dans une publication en date du 17 avril 2023.

Dans le sens transversal, la Langue de Barbarie présente trois secteurs :

- un secteur maritime constitué de la plage et qui est sous l'influence de la dynamique marine ;
- un secteur de dunes sous l'influence du vent, qui se limite à la haute plage et aux dunes littorales ;
- un secteur fluvial soumis à la forte dynamique de la crue fluviale et à la remontée des eaux marines.

Dans le sens longitudinal, SALL (cité par SECK, op. cit.) fait état de trois segments :

- un segment proximal qui s'étend depuis la racine de la flèche, à quelques kilomètres au nord de Saint-Louis jusqu'à l'hydrobase. Ce cordon y présente sa plus grande largeur mais il y connaît de nets rétrécissements, avec des largeurs moins importantes ;
- un segment médian de l'hydrobase à la hauteur de Tassinère, la flèche y enregistre ses hauteurs maximales (7m) et ses plus forts contrastes topographiques en raison d'un important développement des dunes bordières ;
- un segment distal qui s'étend de Tassinère à l'extrémité de la flèche, c'est-à-dire de l'embouchure.

C'est sur le segment proximal que l'on retrouve un quart de la population communale de Saint-Louis répartie dans trois grands quartiers : Guet Ndar, Ndar-Toute et Goxumbathie.

La Langue de Barbarie est confrontée à une importante dynamique dont les principaux facteurs sont la houle qui engendre une dérive littorale et des vagues dont la présence est non négligeable, la marée mais aussi le vent.

Une étude menée par F. DOMAIN (cité par SECK, op. cit.), sur la nature des fonds de pêche du plateau continental ouest africain montre, sur la Grande Côte à partir du sud de Cayar jusqu'à Saint-Louis, l'existence d'une série de petits bancs rocheux de forme schistoïdes notamment dans le secteur de Guet-Ndar. Parallèles à la côte sur des fonds de 15 à 20 mètres ils sont parfois recouverts de sédiments. Ainsi, près de l'embouchure du fleuve Sénégal, ces bancs rocheux sont surmontés de sédiments vaseux ou sableux. Ces fonds sont généralement le lieu de pêches des espèces démersales.

D'une manière générale, grâce à des conditions bioécologiques très favorables, le Sénégal dispose d'une richesse halieutique diversifiée qui est aussi très exploitée. Les principales ressources exploitées sont :

- les ressources pélagiques hauturières (thon, espadon, voiliers) ;
- les ressources pélagiques côtières (sardinelles, chinchard, maquereau) ;
- les ressources démersales côtières (dorades, mérrou, rouget, seiche, poulpe, crevette blanche) ;
- les ressources démersales profondes (crevettes profondes et merlus).

L'espace halieutique guet-ndarien voit se déployer plusieurs techniques de pêche artisanale dont les principales sont les poseurs de filets dormants, les ligneurs (gaalu nguett), les utilisateurs de filets maillants dérivants (félé-félé) et les sennes tournantes.

Avec la perte de certaines aires de pêches et leur destruction par les chalutiers, la ressource halieutique à Guet-Ndar est devenue aléatoire ce qui renforce les rivalités entre pêcheurs. Bien qu'il existe une vingtaine de lieux, seuls trois sont considérés encore comme productifs. Il s'agit de Xer wu rey wi, Jatara Gopp et Praya Gopp qui sont proches de la frontière avec la Mauritanie.

La zone de pêche de Jatara, située à proximité de Guet Ndar, fait l'objet d'un débat intense, marqué par une interdiction controversée imposée aux pêcheurs de la langue de Barbarie. Cette zone, à la fois stratégique, historique et millénaire pour Guet Ndar, a longtemps servi de source de subsistance pour les communautés côtières, en particulier pour les familles dépendantes de l'activité de pêche artisanale. Il s'agit de la zone la plus poissonneuse de Saint-Louis qui est aujourd'hui occupée par l'entreprise exploitante du projet Grand Tortue Ahmeyim. Ce chapitre se propose d'analyser les implications de cette interdiction, d'évaluer ses impacts socio-économiques, environnementaux et culturels et d'explorer les risques de conflits qui en découlent.

Photo 3 : Entretien avec le chef de service régional de la pêche



Source : Enquête de terrain, 23 juin 2024

Les acteurs de la pêche artisanale voient depuis quelque temps, avec inquiétude, l'installation d'autres activités industrielles qui mettent en danger des zones où ils développaient traditionnellement leurs activités et où ils effectuaient leurs meilleures captures¹. La réglementation de la pêche dans la zone de Jatara avait été déjà instaurée par des autorités étatiques afin de protéger la biodiversité marine et d'assurer la durabilité des stocks halieutiques. Il s'agissait notamment, à travers la création de l'aire marine protégée (AMP) de Saint-Louis en novembre 2004, de réguler la gestion des pêcheries au bénéfice des populations locales très dépendantes de la mer (SECK, op. cit.). Toutefois, cette mesure semblait méconnaître l'importance culturelle et économique de cette zone pour la communauté de la langue de Barbarie qui a pratiqué la pêche dans ces eaux depuis des générations. L'interdiction de la zone de pêche de Jatara – quoique momentanée – avait suscité l'indignation des pêcheurs locaux, qui considéraient cette mesure comme une atteinte à leurs droits territoriaux et aux traditions de pêche artisanale.

Ces pêcheurs soutiennent que la réglementation ne prend pas en compte la réalité de leurs pratiques et les connaissances traditionnelles qu'ils ont développées au fil des siècles. En conséquence, le manque de consultation préalable des acteurs concernés a été dénoncé comme un manquement aux principes de gouvernance participative.

Alors que la protection des ressources maritimes est un enjeu majeur de la politique halieutique, l'application rigoureuse de cette interdiction a été perçue comme une approche paternaliste, déconnectée des nécessités économiques des communautés locales. Par conséquent, la défense d'une approche collaborative, impliquant les acteurs de base dans la gestion des ressources maritimes, est urgente pour restaurer la confiance entre les communautés de pêcheurs de la langue de Barbarie et les autorités. L'interdiction de la zone de la zone de pêche de Jatara a des implications directes sur la sécurité alimentaire des familles dépendantes de la pêche. De nombreux pêcheurs se retrouvent sans source de revenus, ce qui entraîne une détérioration de leurs conditions de vie et augmente leur vulnérabilité économique. Avec la baisse des revenus, les familles sont également contraintes de réduire leur accès à l'éducation et aux soins de santé.

La restriction imposée par l'interdiction est susceptible de générer des tensions au sein de la communauté. Les pêcheurs, confrontés à la perte de leurs moyens de subsistance, pourraient être poussés vers des formes de résistance pouvant entraîner des conflits ouvertement violents avec les forces de l'ordre ou les agents de l'État chargés de faire respecter cette interdiction. Ces conflits peuvent également se manifester à travers des tensions internes dans les familles et les groupes communautaires, exacerbées par les frustrations économiques. L'interdiction de la zone de pêche de Jatara représente un défi considérable pour la communauté de Guet Ndar.

1 José Manuel Sobrino Heredia, « Coexistence de l'activité de pêche avec les industries gazières, pétrolières et minières sous-marines », Hal open Science, Décembre 2019, p.16.

Photo 4 : Revendication des pêcheurs de la langue de Barbarie face aux installations gazières, 19 juillet 2024



Source : Agence de Presse Sénégalaise (APS)

Bien qu'elle soit justifiée au nom de la protection de l'environnement et de la durabilité des ressources maritimes, l'interdiction de l'accès à Jatarra – même temporaire, pour favoriser le repos biologique – est perçue comme une volonté d'ignorer les besoins et les aspirations des pêcheurs locaux, dont les modes de vie sont profondément ancrés dans l'histoire et la culture de la région. La nécessité d'une approche participative dans la gestion des ressources maritimes est évidente pour éviter les conflits futurs et promouvoir une coexistence harmonieuse entre la préservation des ressources et le respect des droits des communautés locales. Des solutions innovantes, intégrant les savoir-faire traditionnels, devraient être envisagées afin d'assurer la pérennité des pratiques de pêche artisanale tout en protégeant l'écosystème marin.

L'installation gazière dans la zone côtière de la Langue de Barbarie suscite des préoccupations profondes et légitimes parmi les communautés de pêcheurs. Une quasi-unanimité d'opinions recueillies atteste de la portée négative de ces activités sur les superficies de pêche, notamment l'inaccessibilité de Jatara. Selon les données recueillies, 99% des répondants estiment que l'installation des infrastructures gazières a entraîné une réduction significative des zones disponibles pour la pêche. Cette perception massive ne laisse guère de doute quant à l'impact spatial direct des structures gazières. La délimitation des périmètres de sécurité autour de la plateforme et des pipelines ainsi que le risque de pollution maritime sont autant de facteurs qui concourent à cette réduction. Il est important de noter qu'aucun des répondants n'a rapporté une extension des zones de pêche du fait de ces installations. Ceci souligne l'absence totale d'effet compensatoire ou d'amélioration des conditions de travail des pêcheurs liée à l'activité gazière. Un pourcentage minime des enquêtés (1%) a choisi de ne pas répondre. Cette partition, bien que minoritaire, ne dilue en rien la clarté du constat global qui se dégage des données. La réduction des superficies de pêche engendre des conséquences économiques néfastes. Les pêcheurs se trouvent contraints à une intensification de leurs efforts dans des zones plus restreintes, ce qui pourrait mener à une surpêche locale et à un épuisement des ressources halieutiques disponibles. La réduction des zones de pêche contraint aussi les pêcheurs à aller plus au large et donc à sortir de leur périmètre habituel de pêche, entraînant un coût économique supplémentaire. M. N., pêcheur pratiquant plusieurs types de pêche, confie : « Avant, comme on ne parcourait pas beaucoup de kilomètres, j'utilisais un bidon d'essence pour plusieurs jours. Mais maintenant, pour que je puisse aller en mer normalement, pour un certain type de pêche, notamment félé-félé, il me faut 15 bidons. Pour un autre type de pêche, j'embarque 11 bidons ».

D'un point de vue économique, la diminution de la productivité qui en résulte fragilise l'ensemble de la filière pêche, affectant non seulement les revenus des pêcheurs mais aussi les activités connexes telles que la transformation et la commercialisation des produits de la mer.

Tableau 1 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'impact des installations gazières sur les superficies de pêche

| Impact des installations gazières sur les superficies de pêche | Pourcentage |
|--|-------------|
| Réduction | 99% |
| Extension | 00% |
| Non réponse | 01% |
| Total | 100% |

**CHAPITRE II : LES IMPACTS ACTUELS DE L'EXPLOITATION
DES HYDROCARBURES OFFSHORE SUR LES
COMMUNAUTES DE PECHEURS DE LA LANGUE DE
BARBARIE**

2.1. Caractéristiques sociodémographiques des personnes interrogées : un indicateur des impacts différenciés sur la diversité des acteurs locaux

2.1.1. Répartition des enquêtés en fonction du sexe et de l'âge

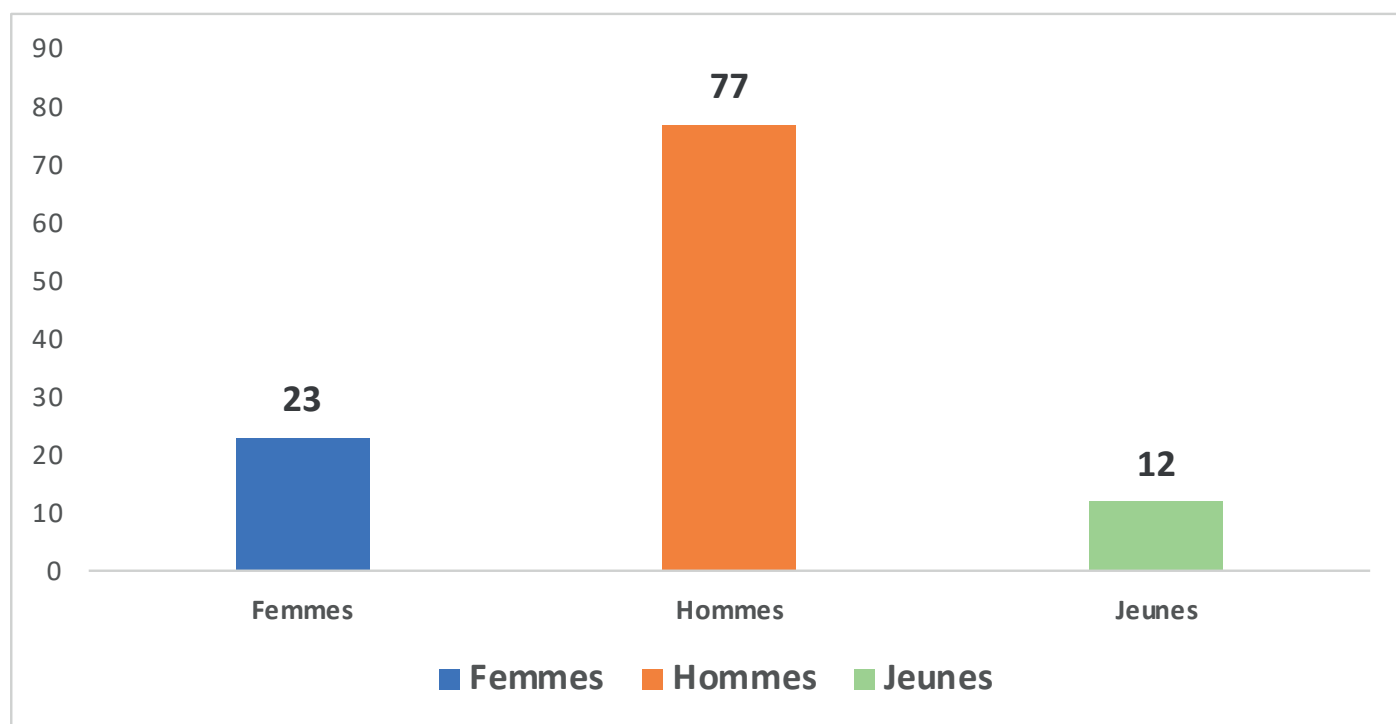
Photo 5 et 6 : Focus groups avec les communautés locales (H/F) de la langue de barbarie affiliées ou non au CLPA de Saint-Louis.



Source : Enquête de terrain, 20 juin 2024

La répartition démographique de la population cible (les acteurs de la chaîne de valeur de la pêche et des activités connexes) révèle une prédominance masculine (77%) et une moindre proportion de femmes (23%) et de jeunes (12%). Ces chiffres interpellent et se prêtent à une analyse approfondie, en tenant compte notamment du rôle des femmes dans les activités liées à la pêche et de l'augmentation de l'émigration clandestine, qui réduit le pourcentage des femmes et des jeunes dans la Langue de Barbarie. La forte prédominance masculine dans cette localité s'explique principalement par la nature des activités économiques dominantes, notamment la pêche artisanale. Les hommes sont généralement impliqués directement dans la pêche, une activité exigeante et risquée pour les autres couches de la population de la Langue de Barbarie. Bien que les femmes soient sous-représentées directement dans les activités de pêche (23%), elles jouent un rôle crucial dans les activités connexes à la pêche. Elles sont souvent impliquées dans la transformation de produits halieutiques, la commercialisation du poisson et la gestion des petits commerces liés à l'économie maritime. Leur contribution est essentielle pour la chaîne de valeur de la pêche artisanale.

Figure 2 : Diagramme en barres représentant le sexe et l'âge des personnes interrogées



La proportion de jeunes dans la population cible est considérablement faible (12%) ; un phénomène partiellement attribué à l'augmentation de l'émigration clandestine¹. En effet, les jeunes, confrontés à des opportunités limitées et des conditions économiques difficiles, cherchent souvent des horizons meilleurs en émigrant, souvent illégalement. Cette tendance désertifie la Langue de Barbarie de sa jeune population active. Certes, l'exploitation du gaz représente un potentiel immense pour le développement économique. Cependant, cette opportunité est éclipsée par des défis majeurs. Selon A. F., femme leader micro-mareyeuse et formatrice de produits halieutiques, « au lieu de voir des bénéfices directs pour notre jeunesse, nous observons une montée de l'immigration clandestine. Les jeunes, face à un système qui semble les ignorer, choisissent de fuir vers des horizons incertains »². L'extraction des hydrocarbures devait être un levier pour l'emploi, mais en réalité, elle a souvent conduit à des inégalités croissantes. Selon F. G. F, femme formatrice à Goxu Mbathe, « les emplois créés sont limités et ne bénéficient pas toujours aux jeunes locaux, qui se sentent marginalisés. Ce sentiment d'exclusion les pousse à emprunter des routes dangereuses vers l'Europe ou d'autres régions, à la recherche de meilleures perspectives de vie »³. L'immigration clandestine devient alors une issue désespérée. Certains capitaines de pirogues ont expérimenté les voies de l'immigration clandestine avec beaucoup de pertes en vies humaines, même si certains jeunes arrivent à réussir cette traversée. Selon C. Y. F, pêcheur à la ligne, « un nombre croissant de jeunes quittent Saint-Louis, cherchant à échapper à une réalité qu'ils considèrent comme désespérée. Au lieu de se concentrer sur leurs rêves et leurs ambitions dans le secteur de la pêche, ils risquent leur vie sur des embarcations, espérant atteindre l'autre côté de la Méditerranée au prix de leurs vies »⁴.

1 Une autre hypothèse pouvant expliquer la faible représentation des jeunes lors du mapping de la population cible de l'enquête serait qu'une bonne partie de la « flotte » de pirogues était en mer avec des jeunes pêcheurs à bord ; la réduction des zones de pêche ayant une incidence considérable sur le temps (en termes de nombre de jours) que les pêcheurs passent en mer pour espérer avoir des débarquements conséquents.

2 Focus groupe avec les femmes du CLPA, réalisé le 20 juin 2024.

3 Focus groupe avec les femmes du CLPA, réalisé le 20 juin 2024

4 Focus groupe avec les pêcheurs, réalisé le 20 juin 2024.

Ces témoignages attestent de la diminution de la population jeune de la Langue de Barbarie due à l'émigration clandestine, accentuée par les impacts négatifs de l'exploitation gazière offshore sur la pêche d'une part et des conditions économiques de plus en plus difficiles d'autre part.

Le rapport de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) de 2023 ne désagrège pas les données de la répartition de la population par âge et par sexe pour chaque quartier de la région de Saint-Louis. A la limite, la répartition de la population selon le milieu de résidence (urbain/rural) met en évidence l'existence de disparités dans l'occupation de l'espace. A l'échelle de la région de Saint-Louis, l'effectif des hommes est plus important que celui des femmes, soit un total de 290.401 hommes, représentant un taux de 51,6% contre un total 271.909 femmes, représentant un pourcentage de 48,4% en milieu urbain¹. Cette même tendance est observée en milieu rural où on dénombre 320.482 hommes contre 319.650 femmes. Selon les statistiques de l'ANSD, la densité de la population varie d'une région à une autre. Ainsi, la région de Saint-Louis se distingue des autres avec une densité de 63 habitants au km², avec une population évaluée à 1.202.441 habitants soit 6,6% sur la superficie de 9,7% seulement de celle du pays. Cette densité de la population saint-louisienne est variable selon les quartiers, avec une forte concentration à Guet Ndar².

Ainsi, l'analyse comparative des statistiques de l'enquête de terrain et des données du rapport de l'ANSD 2023 sur la région de Saint-Louis montre que la prédominance masculine sur la chaîne de valeur de la pêche (avec plus d'adultes mariés que de jeunes) confirme les tendances globales de la répartition de la population saint-louisienne selon l'âge et le sexe ; même si l'écart entre les hommes et les femmes (respectivement 51,6% et 48,4%) est moins accentué dans la population globale de la région que dans la communauté spécifique de pêcheurs de Guet Ndar.

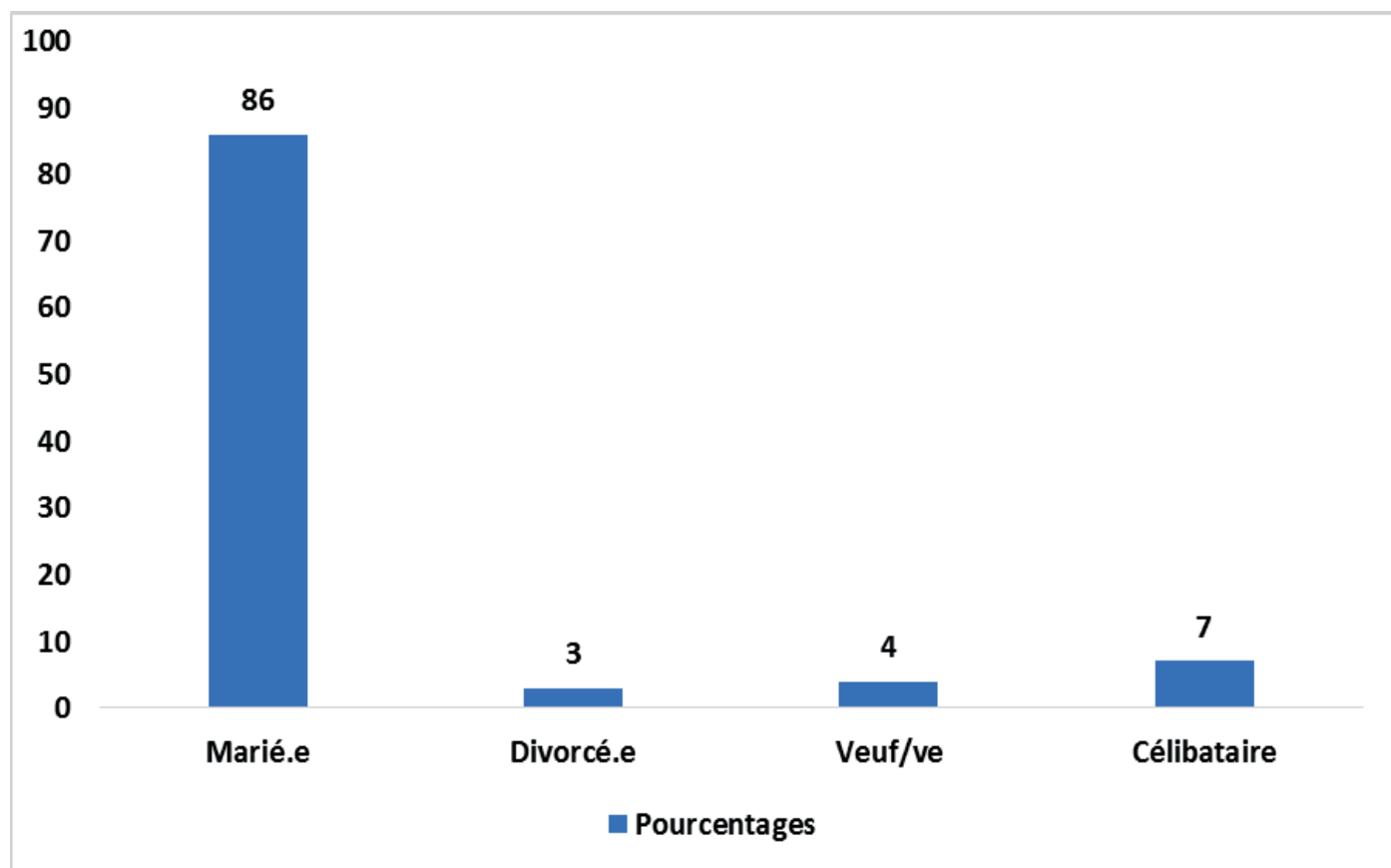
2.1.2. Répartition des enquêtés en fonction de la situation matrimoniale

La répartition des enquêtés en fonction de la situation matrimoniale révèle des tendances démographiques importantes parmi les pêcheurs et permet d'éclairer certains aspects de leur résilience face aux défis posés par le projet GTA. Ces données sur la situation matrimoniale révèlent que 86% des répondants sont mariés, 7% sont célibataires, 4% sont veuf-ve-s et 3% sont divorcés. Cette répartition démontre que la majorité des pêcheurs assument des responsabilités familiales importantes, un élément en soi qui peut être perçu comme facteur de vulnérabilité. Ainsi, une perte de leur outil de travail, notamment les perturbations des activités de pêche dues aux installations pétrolières et gazières, pourrait affecter leur résilience économique.

1 ANSD, Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 2023 (RGPH-5, 2023), Juillet 2024.

2 Situé sur la langue de Barbarie, une réserve ornithologique exceptionnelle formée par une étroite étendue de sable située entre le fleuve Sénégal et l'océan Atlantique, le quartier de Guet Ndar occupe le 5ème rang mondial en termes de densité de population, près de 25 000 habitants se partagent 90 hectares. Dans ce quartier, la pêche artisanale, une activité essentiellement masculine, fait vivre plus de 98% des habitants. Cf. Guet Ndar, la vie aquatique sénégalaise (ndarinfo.com), consulté le 22/08/2024.

Figure 3 : Diagramme en barres représentant la situation matrimoniale des personnes interrogées



2.1.3. Répartition des enquêtés en fonction du niveau d'étude

Les résultats montrent que beaucoup de personnes interrogées ont un niveau d'instruction primaire. Cependant, l'analyse des données révèle des proportions différentes selon qu'il s'agit de l'école française (30%) ou de l'école coranique (18%). Les enquêtés ayant atteint le niveau secondaire et universitaire sont faiblement représentés avec respectivement (20%) et (1%). L'analphabétisme demeure toutefois prédominant dans ces milieux de pêcheurs (31%). La rupture importante observée entre le niveau primaire et le niveau supérieur s'explique par le fait d'une sortie précoce du système éducatif soit pour accompagner les parents en mer quand il s'agit des garçons, soit par le fait qu'elles soient données en mariages ou accompagnent les femmes dans les sites de transformations des produits halieutiques s'agissant des filles. Ce constat doit amener les décideurs publics à renforcer les programmes d'alphabétisation à destination de ces communautés.

Tableau 2 : Répartition des enquêtés selon leur niveau d'étude

| Niveau d'étude | Fréquences | Pourcentages% |
|----------------|------------|---------------|
| Primaire | 30 | 30 |
| Secondaire | 20 | 20 |
| Université | 01 | 01 |
| Aucun | 31 | 31 |
| Arabe | 18 | 18 |
| Total | 100 | 100 |

2.1.4. Répartition des enquêtés en fonction de la région d'origine

Les résultats de l'enquête montrent que la majorité des enquêtés ont vécu longtemps dans la Langue de Barbarie avec (58%) d'entre eux qui affirment y avoir vécu plus de 20 ans. L'analyse des données révèle aussi qu'une faible proportion des enquêtés (6%) déclare être venue d'une autre région. Les nouveaux résidents dans la Langue de Barbarie sont donc rares et sont venus s'installer dans l'espoir de trouver du travail au niveau de l'entreprise exploitante ou au niveau des entreprises sous-traitantes mais pas dans le secteur de la pêche dont ils sont conscients des difficultés qu'il traverse. Faut-il le rappeler, ces quartiers sont considérés comme les plus densément peuplés de l'Afrique. Une autre modalité se révèle avec des enquêtés qui ne fournissent pas de réponse (36%). Ceci correspond aux enquêtés ayant vécu longtemps dans la région de Saint-Louis et non dans la Langue de Barbarie.

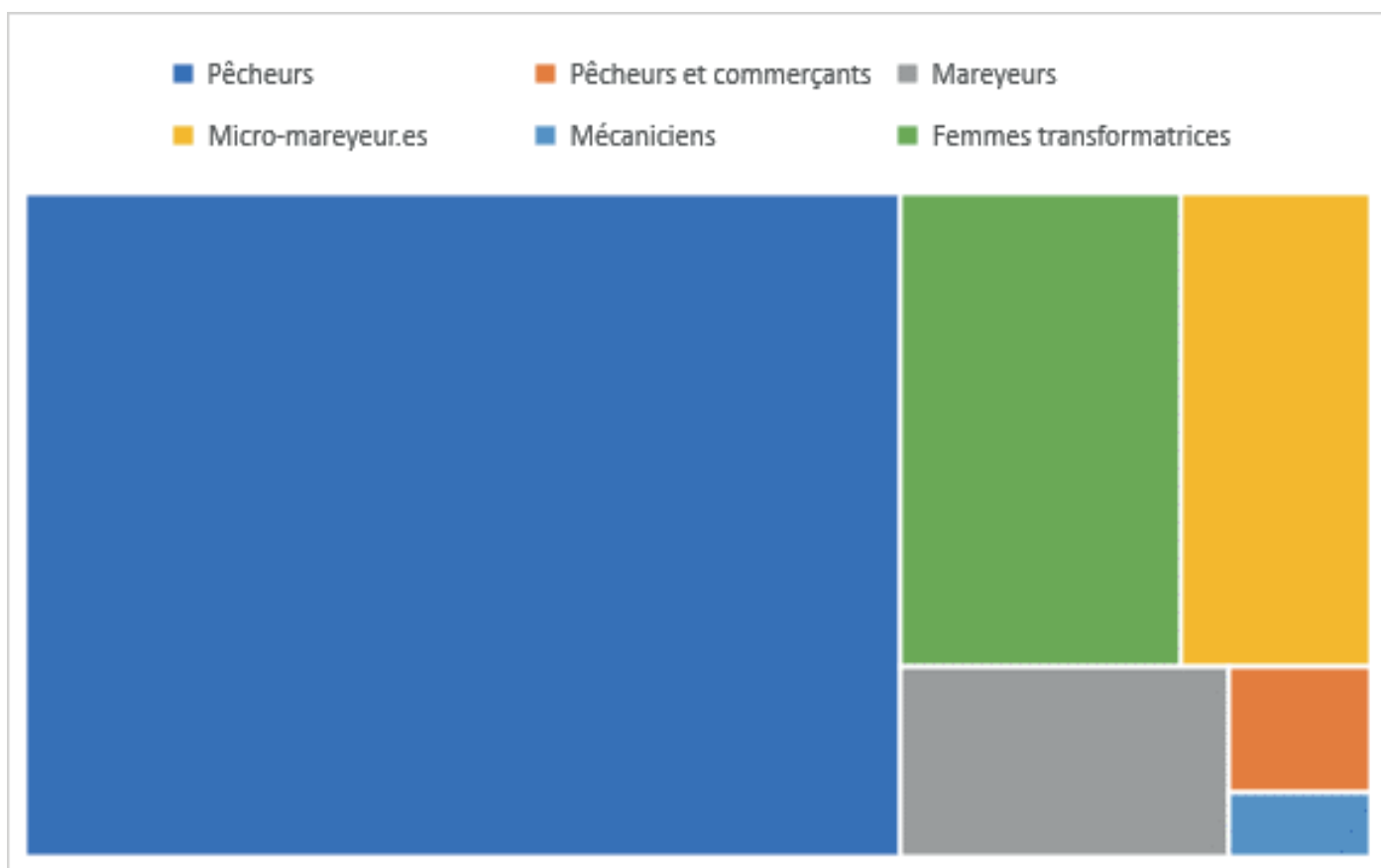
Tableau 3 : Répartition des enquêtés selon leur région d'origine

| Région d'origine | Pourcentages % |
|---|----------------|
| Originnaire de la Langue de Barbarie | 58 |
| Non originaire de la Langue de Barbarie | 06 |
| Sans réponse | 36 |
| Total | 100 |

2.1.5. Répartition des enquêtés en fonction de l'activité professionnelle

La Langue de Barbarie possède une activité économique amplement tournée vers la pêche et ses activités connexes, comme l'attestent les résultats de l'enquête. Dans l'ensemble, la répartition selon la catégorie socioprofessionnelle indique que plus de la moitié des enquêtés (65%) sont des pêcheurs. La transformation et les autres activités connexes à la pêche s'en suivent et sont faiblement représentées avec respectivement 15% pour les femmes transformatrices, 10% pour les micro-mareyeurs, 7% pour les mareyeurs. Par contre, les activités telles que le commerce et la mécanique sont très faiblement représentées avec respectivement 02% et 01%. Ceci implique que les autres activités génératrices de revenus ne sont pas tellement développées dans cette localité. La pêche est la principale occupation des populations et engage la majorité des répondants. Ainsi, contrairement aux autres communautés de pêcheurs de la zone d'activité du projet GTA (notamment dans la partie mauritanienne), qui pratiquent au moins une autre activité complémentaire, celle de la Langue de Barbarie sont, en majorité, exclusivement actives dans la pêche.

Figure 4 : Répartition de la population interrogée selon l'activité professionnelle



3. ATTENTES NON SATISFAITES ET ENJEUX ASSOCIES A L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES OFFSHORE

3.1. Des attentes légitimes vécues par les acteurs comme un mirage

Selon les personnes interrogées, les attentes associées à l'exploitation gazière sont, par ordre de priorité, la construction d'infrastructures (72%), la création d'emplois (57%), la lutte contre l'émigration clandestine (55%), la lutte contre la pauvreté (44%) et le bitumage des voiries (29%). Le fait que la construction d'infrastructures vienne en tête des priorités montre que les communautés sont plus préoccupées par des biens collectifs comme les infrastructures scolaires, sanitaires et routières. La création d'emploi qui vient en deuxième position s'explique aisément compte tenu de la densité de la population avec une importante présence de jeunes. La lutte contre l'émigration est une autre préoccupation pour les communautés locales qui constatent avec regret, mais comprennent aussi, le départ massif de capitaines de pirogue faute de pouvoir continuer leur activité de pêche.

Tableau 4 : Répartition des enquêtés selon leurs attentes par rapport à l'exploitation future du Gaz

| Attentes | Pourcentage | Total |
|-------------------------------|-------------|-------|
| Création d'emplois | 57% | 100% |
| Construction d'infrastructure | 72% | 100% |
| Lutter contre l'immigration | 55% | 100% |
| Lutter contre la pauvreté | 44% | 100% |
| Bitumage des voiries | 29% | 100% |
| Autres à préciser | 07% | 100% |
| Non réponse | 02% | 100% |

3.2. Des attentes déçues sur les bénéfices tirés de l'exploitation du gaz offshore

L'exploitation du gaz suscite des attentes positives parmi la majorité des résidents de la Langue de Barbarie. L'analyse des données du tableau 4 montre que 87% de la population enquêtée estime que l'exploitation du gaz sera bénéfique pour leurs communautés. Cet optimisme est en grande partie motivé par l'anticipation de retombées économiques positives, telles que la création d'emplois, l'amélioration des infrastructures et une croissance économique soutenue. Les habitants de la Langue de Barbarie s'attendent à une augmentation de leurs revenus et un meilleur accès aux services sociaux de base, renforçant ainsi leur bien-être. Cependant, 12% des résidents de la Langue de Barbarie expriment des doutes quant aux bénéfices potentiels de l'exploitation gazière. Ce scepticisme est souvent alimenté par les impacts socio-économiques négatifs directs déjà perceptibles (baisse des revenus, montée de la pauvreté, réduction des zones de pêche avec notamment l'inaccessibilité de Jatara) mais aussi, par la crainte d'une exclusion économique, où les profits seraient majoritairement accaparés par des acteurs externes ou des élites locales, laissant la population sans avantages significatifs. De plus, il y a les inquiétudes environnementales liées à la dégradation des écosystèmes et de la biodiversité marine. Certains enquêtés doutent également que les changements économiques rapides et l'afflux de travailleurs entraînent des bouleversements sociaux.

Enfin, un pourcentage marginal des répondants (01%) a choisi de ne pas se prononcer. Cette indécision peut découler d'un manque d'information suffisant pour forger une opinion éclairée ou une indifférence aux débats en cours sur l'exploitation du gaz. Certains peuvent également hésiter à exprimer leur point de vue par crainte de représailles de différentes natures.

Tableau 5 : Répartition des enquêtés selon leur perception du bénéfice de l'exploitation du gaz offshore

| Bénéfique | Pourcentage |
|--------------|-------------|
| D'accord | 87% |
| Pas d'accord | 12% |
| Non réponse | 01% |
| Total | 100% |

4. LES IMPACTS DIFFERENCES DE L'EXPLOITATION GAZIERE OFFSHORE SELON LES ACTEURS DE LA PECHE DANS LA LANGUE DE BARBARIE

4.1. Les impacts socio-économiques

4.1.1. La diminution des revenus mensuels des acteurs de la chaîne de valeur de la pêche

33% des personnes interrogées déclarent avoir un revenu mensuel évalué à 100.000 francs CFA, 25% d'entre eux estiment ce revenu à 200.000 FCFA, 20% fixent ce montant à 50.000 FCFA, 12% à plus de 500.000 FCFA, 8% à 500.000 FCFA et 2% des personnes interrogées n'ont pas souhaité donner de réponse. Ces chiffres en disent long sur la dégradation des revenus des personnes interrogées et la précarité dans laquelle elles sont. La diminution des revenus est donc nettement confirmée par les acteurs interrogés.

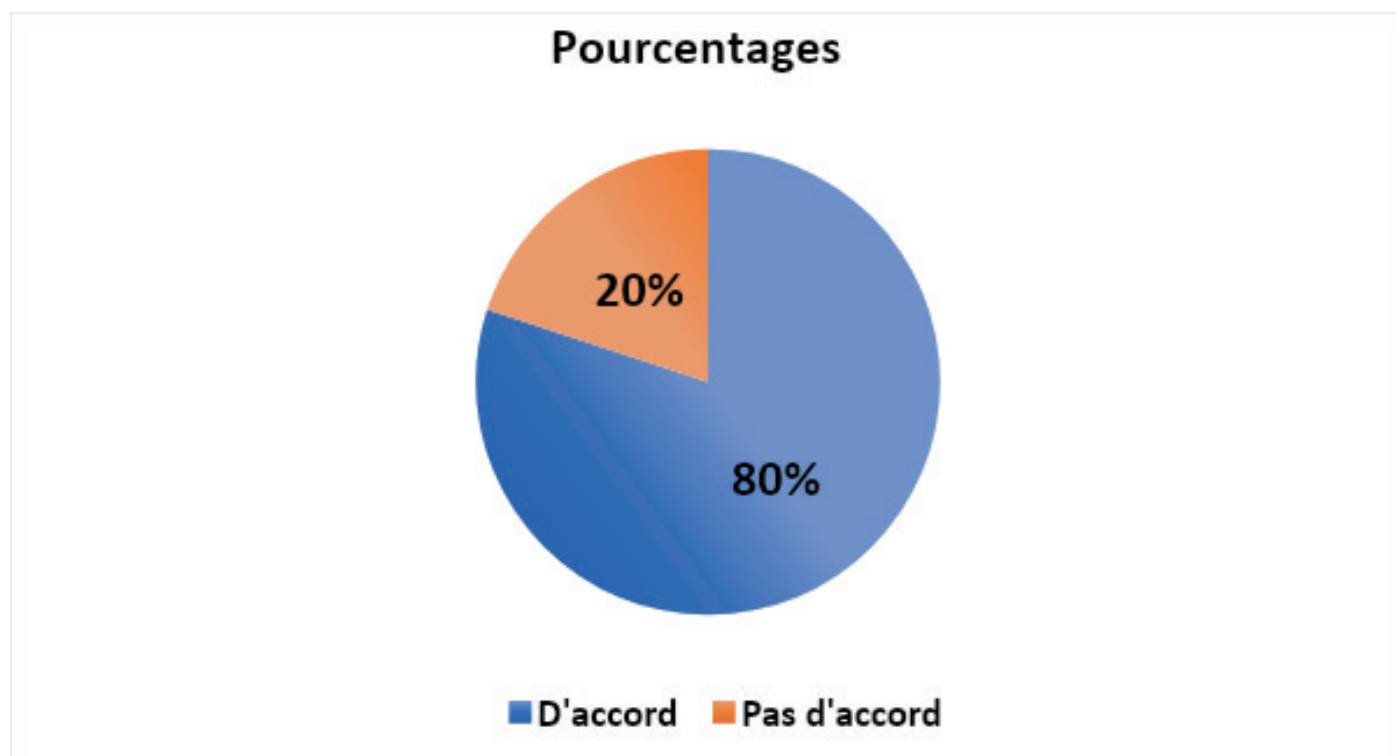
Tableau 6 : Répartition des personnes interrogées selon l'estimation de leur revenu mensuel

| Revenu mensuel | Fréquences | Pourcentages |
|----------------------|------------|--------------|
| 50.000 FCFA | 20 | 20 |
| 100.000 FCFA | 33 | 33 |
| 200.000 FCFA | 25 | 25 |
| 500.000 FCFA | 08 | 08 |
| Plus de 500.000 FCFA | 12 | 12 |
| Non réponse | 02 | 02 |
| Total | 100 | 100 |

4.1.2. Impacts sur le mode de vie

La majorité des personnes interrogées (80%) est d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'exploitation imminente du gaz a déjà apporté des changements négatifs dans leur mode de vie. Seule une faible proportion des enquêtés (20%) n'est pas d'accord avec cette affirmation. Les personnes interrogées appréhendent ainsi les externalisées négatives du projet GTA, notamment les impacts constatés sur le mode de vie, tributaires de l'exploitation des hydrocarbures en mer. Les préoccupations de cette exploitation gazière sont d'ordre vital pour les communautés locales. Elles sont relatives aux aspects liés à la dynamique territoriale, aux contraintes liées à la proximité géographique des opérations pétro-gazières et des activités de pêche artisanale. Il ressort de ces constats que les activités extractives ont la caractéristique de poser plus d'externalités négatives que de retombées positives pour les populations locales.

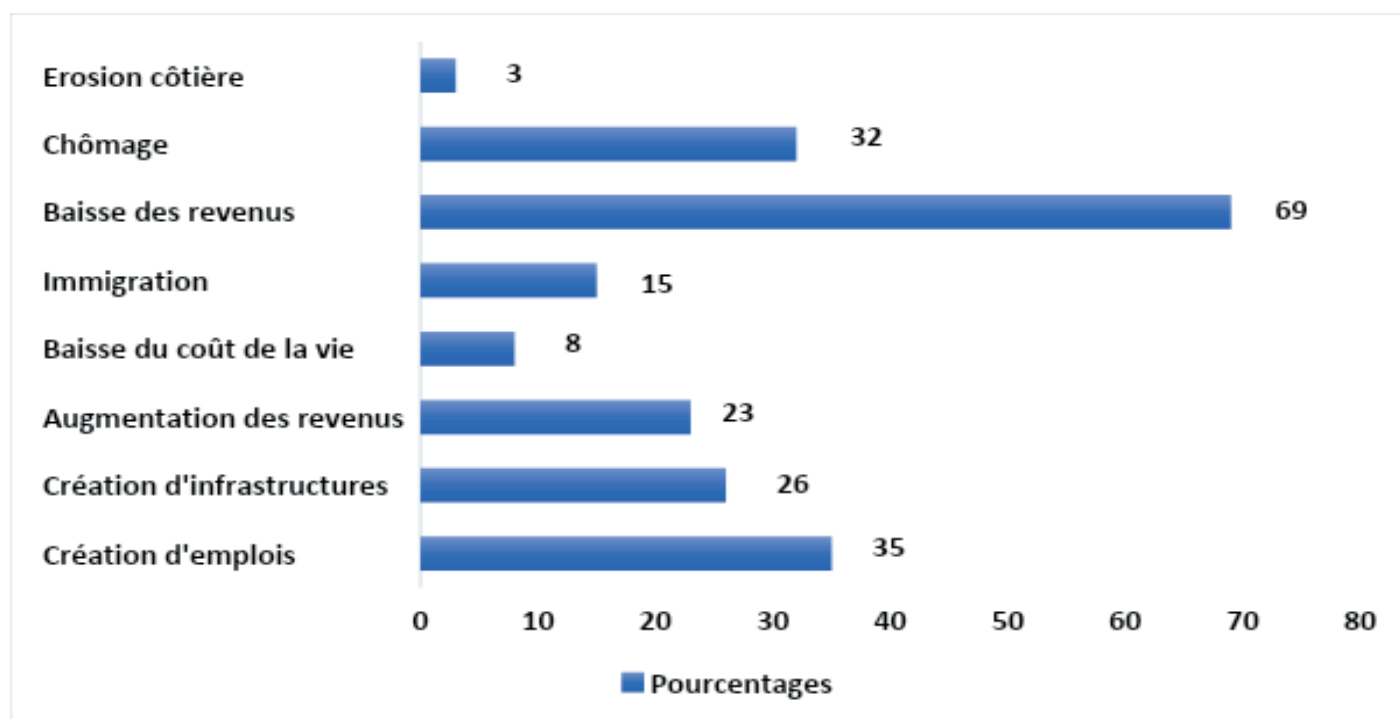
Figure 5 : Répartition des enquêtés selon les changements constatés dans leur mode de vie causés par l'exploitation du gaz



4.1.3. Types de changement notés en lien avec les impacts du projet GTA : la baisse des revenus en tête

L'observation du contenu du graphique ci-après révèle qu'une grande majorité des enquêtés (69%) évoquent la baisse des revenus comme principal changement en lien avec l'exploitation du gaz offshore. Ensuite, 35% des personnes enquêtées considèrent que l'exploitation du gaz va occasionner de la création d'emploi. Après cela, il y a le chômage (32%), la création d'infrastructures (26%), l'augmentation des revenus (23%), l'émigration clandestine (15%), la baisse du coût de la vie (8%), l'érosion côtière (3%). La baisse des revenus comme changement majeur induit par le projet GTA, tel qu'énoncé par les enquêtés, peut se comprendre dans la mesure où la plateforme gazière est implantée sur le site le plus poissonneux de la zone de pêche des communautés locales dénommée « Jatara ». Cela provoque la réduction de la zone pêche et par conséquent la baisse des débarquements de poissons. K. M., artisan, confie : « Là où la plateforme gazière est implantée, c'est un endroit où pratiquement tous les habitants travaillaient, c'est là-bas où l'on trouvait le moyen de satisfaire les dépenses quotidiennes. Maintenant, ils sont venus jusque-là et ont implanté la plateforme ; ce qui veut dire que les gens n'ont plus d'endroit où travailler ». Des témoignages de ce genre reviennent à plusieurs reprises dans le discours des personnes interrogées.

Figure 6 : Répartition des enquêtés selon les types de changements notés



4.1.4. Impacts sur les activités économiques

Une forte proportion des enquêtés (96%) considère que l'exploitation du gaz a un impact négatif sur leurs activités économiques. Cependant, l'intensité de la perception n'est pas la même avec 66% des personnes interrogées qui sont tout à fait d'accord et 30% qui sont simplement d'accord. Seuls 4% des personnes interrogées déclarent ne pas être d'accord avec cette affirmation dont les 1% sont simplement en désaccord et les 3% pas du tout d'accord. Cela prouve à suffisance le manque d'optimisme des populations de la Langue de Barbarie par rapport à l'exploitation du gaz offshore, compte tenu des impacts négatifs directs déjà perceptibles. In fine, ces derniers craignent la régression de l'activité de la pêche et ses activités connexes.

Tableau 7 : Répartition des enquêtés selon leur vécu de l'impact économique négatif de l'exploitation gazière

| Impacts sur les activités économiques | Fréquences | Pourcentages% |
|---------------------------------------|------------|---------------|
| D'accord | 30 | 30 |
| Tout à fait d'accord | 66 | 66 |
| En désaccord | 01 | 01 |
| Pas du tout d'accord | 03 | 03 |
| Total | 100 | 100 |

4.1.5. Une baisse de la production de ressources halieutiques consécutive à l'installation des plateformes gazières selon les acteurs de la pêche

L'installation des plateformes gazières aux larges des côtes saint-louisiennes a généré des impacts significatifs sur la production de ressources halieutiques. Les données des enquêtes révèlent que 91% des pêcheurs constatent une baisse de la production depuis l'établissement de ces infrastructures. Cette majorité de répondants met en lumière les perturbations écologiques et les restrictions des zones de pêche que ces plateformes induisent. La pollution des eaux, les délimitations de périmètres de sécurité et l'encombrement physique des zones de pêche entraînent la raréfaction des ressources halieutiques. Une minorité des pêcheurs (6%) observe que la production n'a pas changé, une attitude qui reflète une hétérogénéité des impacts en fonction de facteurs tels que la localisation des infrastructures et les techniques de pêche utilisées. Cependant, un faible pourcentage des personnes interrogées (3%) rapporte une augmentation de la production, phénomène potentiellement attribuable au fait que les plateformes peuvent faire office d'« aire marine protégée », attirant certaines espèces qui se faisaient rares ; et les plus téméraires des pêcheurs bravent parfois les périmètres d'exclusion autour des installations pour y chercher les ressources halieutiques. Bien que ces effets bénéfiques soient marginalement observés, ils ne compensent pas la réduction généralisée de la production. La baisse de production impacte profondément les revenus des pêcheurs et met en péril la stabilité économique des communautés de pêcheurs.

Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon leur niveau de production depuis l'installation des plateformes gazières

| Niveau de production depuis l'installation des plateformes | Pourcentage |
|--|-------------|
| A augmenté | 3% |
| En baisse | 91% |
| Aucun changement | 06% |
| Total | 100% |

4.1.6. Impacts sur l'inflation des denrées alimentaires

Le tableau ci-après nous édifie sur la répartition des enquêtés selon leur conception de l'impact de l'exploitation du gaz offshore sur l'inflation des prix des denrées alimentaires. En effet, l'analyse des données montre que la majorité des enquêtés affirment que l'exploitation du gaz offshore va causer une augmentation des prix des denrées alimentaires dans la Langue de Barbarie. Ils sont répartis comme suit : 36% sont tout à fait d'accord et 16% sont d'accord. D'autres enquêtés restent optimistes à l'idée de croire que l'exploitation du gaz ne va pas augmenter les prix des denrées alimentaires dont 20% ne sont pas du tout d'accord et 17% ne sont pas d'accord. Il s'agit là d'une difficulté qui vient compliquer la vie des habitants qui subissent déjà la baisse de leur pouvoir d'achat.

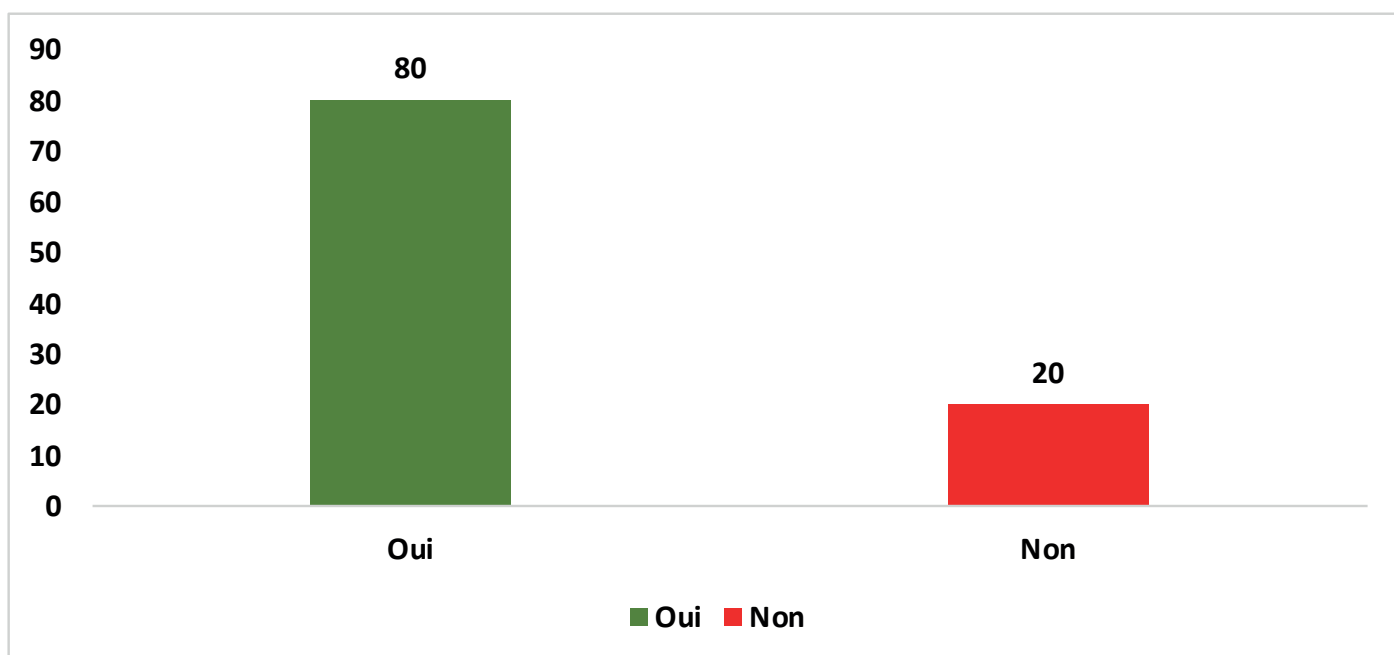
Tableau 9 : Répartition des enquêtés selon leur conception de l'impact de l'exploitation gazière sur l'inflation des prix des denrées alimentaires

| Impacts sur l'inflation des denrées alimentaires | Fréquences | Pourcentages |
|--|------------|--------------|
| D'accord | 16 | 16 |
| Tout à fait d'accord | 36 | 36 |
| En désaccord | 11 | 11 |
| Pas d'accord | 17 | 17 |
| Pas du tout d'accord | 20 | 20 |
| Total | 100 | 100 |

4.1.7. Impact sur la création d'emplois

L'analyse des données relatives à la perception des enquêtés sur une potentielle création d'emploi suite à l'exploitation du gaz dans la Langue de Barbarie, montre qu'une large majorité des répondants approuvent une telle perception. En effet, 80% des enquêtés affirment être d'accord que l'exploitation du gaz va créer des emplois dans leur localité. Mais, cet avis est contredit par une faible partie des répondants 20%. Ceci témoigne, entre autres, du degré d'optimisme qu'ont ces populations locales de pêcheurs par rapport aux possibilités de création d'emploi pour les jeunes dans l'entreprise exploitante et/ou les entreprises sous-traitantes. Il y a donc une forte attente des communautés de la Langue de Barbarie à voir le projet GTA recruter dans la main-d'œuvre locale. Toutefois, la formation de la main-d'œuvre locale, qui constitue un préalable, tarde à prendre son envol. Selon A. F., femme formatrice de produits halieutiques : « étant donné que la plateforme est implantée ici à Saint-Louis, on devait créer ici à Saint-Louis l'école de formation. Cependant, on est allé créer cela à Mbour. Ce qui veut dire que ce sont ceux qui sont à Dakar, Mbour qui seront les plus favorisés par rapport à ceux qui sont à Saint-Louis. En effet, c'est beaucoup plus facile de faire la formation ici que si tu dois aller dans les autres régions car si tu y vas sans y avoir des parents c'est compliqué pour toi d'étudier ».

Figure 7 : Répartition des enquêtés selon leur perception des possibilités de création d'emplois favorisée par l'exploitation du gaz



4.1.8. Nostalgie des habitants de la Langue de Barbarie de leur niveau de vie avant l'exploitation du gaz

L'analyse de la perception des enquêtés sur leur niveau de vie avant l'exploitation du gaz montre qu'une large majorité des répondants semblent regretter leur niveau de vie d'antan. En effet, 71% des enquêtés déclarent qu'ils étaient satisfaits de leur niveau de vie d'avant, dont 52% sont très satisfaits et 19% simplement satisfaits. En revanche, 28% des personnes interrogées ont affirmé ne pas être satisfaits par rapport à leur niveau de vie avant l'exploitation du gaz. Cela va sans dire que la population locale subit de plein fouet les impacts économiques de l'exploitation du gaz.

Tableau 10 : Répartition des enquêtés selon leur perception de leur niveau de vie avant l'exploitation du gaz offshore

| Niveau de vie avant l'exploitation du gaz | Pourcentages% |
|---|---------------|
| Satisfait | 19 |
| Très satisfait | 52 |
| Pas satisfait | 28 |
| Non réponse | 01 |
| Total | 100 |

4.1.9. Impact sur l'activité économique des pêcheurs en particulier

L'exploitation gazière n'est pas sans conséquences pour l'activité économique des pêcheries locales de la Langue de Barbarie. Les résultats des enquêtes détaillées montrent une prédominance des impacts défavorables, tant sur l'activité économique des pêcheurs que sur la durabilité de leur profession. En effet, 94% des répondants considèrent que l'exploitation gazière a un impact négatif sur leur activité économique. Ce quasi-consensus laisse peu de place à l'ambiguïté, malgré les 2% qui expriment un désaccord et les 4 % qui préfèrent ne pas se prononcer sur la question. 91 % des pêcheurs rapportent aussi une diminution de leur production depuis l'installation des plateformes gazières. Une minuscule fraction des personnes interrogées (3%) note une faible augmentation de la production, alors que les autres (6%) ne remarquent aucun changement notable. Il faut dire que les communautés locales font le lien entre perte de zones de pêche (Jatara en particulier), baisse des débarquements de poissons et baisse de leurs revenus.

Tableau 11 : Impact négatif de l'exploitation gazière sur l'activité des pêcheurs

| | Pourcentages |
|---|--------------|
| Impact négatif de l'exploitation gazière sur l'activité des pêcheurs | |
| D'accord | 94% |
| Pas d'accord | 02% |
| Non réponse | 04% |
| Total | 100% |
| Niveau de production depuis l'installation des plateformes | |
| A augmenté | 03% |
| En baisse | 91% |
| Aucun changement | 06% |
| Total | 100% |

4.1.10. La rentabilité de la pêche fortement remise en cause

83% des personnes interrogées décrivent un état actuel de la pêche pas du tout rentable. Seuls 9% d'entre eux considèrent que la pêche est actuellement rentable alors que 7% disent ne pas remarquer de changement. Ces résultats en disent long sur l'état problématique dans lequel se trouve un secteur reconnu pour son rôle fondamental dans une zone de pêches artisanales. Le secteur de la pêche est, en effet, parmi les plus actifs et les plus anciens du pays.

Tableau 12 : Répartition des enquêtés selon leur conception de l'état actuel de la pêche suite à l'implantation des plateformes gazières

| Etat actuel de la pêche | Pourcentage |
|-------------------------|-------------|
| Rentable | 09% |
| Pas rentable | 83% |
| Pas de changement | 07% |
| Non réponse | 01% |
| Total | 100% |

À la question de savoir si cet état actuel de la pêche est lié au projet GTA, 87% des enquêtés répondent par l'affirmative, 07% par la négative, 05% ne savent pas si cela a un lien ou non et 1% ne donne pas de réponse. Le projet GTA est donc majoritairement mis en cause dans la situation actuelle de non rentabilité de la pêche. L'exploitation du gaz vient ainsi bouleverser, en profondeur, un territoire et des communautés littorales jusqu'à présent très fortement dépendantes de la pêche pour se nourrir ou pour travailler.

Tableau 13 : Répartition des enquêtés selon leur perception des causes de la faible rentabilité de la pêche

| Est-ce en lien avec l'exploitation gazière ? | Pourcentage |
|--|-------------|
| Oui | 87% |
| Non | 07% |
| Neutre | 05% |
| Non réponse | 01% |
| Total | 100% |

5. LES IMPACTS CULTURELS

5.1. Impact sur les pratiques culturelles et culturelles

Les résultats de l'enquête relatifs à la culture révèlent que la majorité des répondants (55%) affirment que l'exploitation du gaz peut avoir un impact sur leur culture. En effet, la pêche est une culture et une notion d'identité professionnelle dans la Langue de Barbarie. Il est repérable dans cette localité la culture de la transmission du métier de la pêche de père en fils, ainsi que l'apprentissage des valeurs collectives et des repères communautaires. Par conséquent, l'exploitation du gaz présente des impacts négatifs directs sur la pêche qui, plus qu'un métier, constitue la culture dominante à Guet Ndar. En revanche, moins d'un tiers d'entre eux (24%) affirment le contraire et 21% disent ne pas connaître les impacts de l'exploitation du gaz sur la culture/tradition. Autres constats, contrairement à d'autres communautés riveraines, les communautés de la Langue de Barbarie ne développent pas particulièrement d'activités culturelles et culturelles en mer. Cela est beaucoup plus présent en milieu lébou, faiblement représenté au niveau de la zone d'étude.

Tableau 14 : Répartition des enquêtés selon leur conception de l'impact de l'exploitation du gaz sur la culture/tradition

| Impact de l'exploitation du gaz sur la culture/tradition | Pourcentages |
|--|--------------|
| D'accord | 55% |
| Pas d'accord | 24% |
| Ne sais pas | 21% |
| Total | 100% |

5.2. Impacts sur la protection des sites culturels

Selon une majorité des personnes interrogées (60%), l'exploitation du gaz n'a aucun impact sur la protection des sites culturels ; les communautés de pêcheurs de Guet Ndar ne développant quasiment pas d'activités culturelles ou culturelles en mer. En revanche, 25% d'entre eux estiment que cela contribue à protéger ces sites et 15% affirment que cela participe d'une destruction des sites culturels. Ainsi, les sites culturels ne sont pas particulièrement menacés par l'exploitation gazière, de l'avis des personnes interrogées.

Tableau 15 : Répartition des enquêtés selon leur perception de la protection des sites culturels suite à l'implantation des plateformes

| Impact de l'exploitation du gaz sur la culture/tradition | Pourcentages |
|--|--------------|
| Protection | 25% |
| Détruits | 15% |
| Aucune | 60% |
| Total | 100% |

5.3. Solutions pour la protection du patrimoine culturel

La plus importante partie des enquêtés (37%) ne savent pas livrer des solutions pour une meilleure protection de leur patrimoine culturel. 29% d'entre eux affirment que l'exploitation n'a pas d'impact sur le patrimoine culturel et 27% pensent que leur patrimoine est bien protégé. Ainsi, l'esquisse de solutions pour protéger leur patrimoine culturel ne leur paraît pas pertinente dans la mesure celui-ci n'est pas particulièrement menacé.

Tableau 16 : Répartition des enquêtés selon leur proposition pour la protection du patrimoine culturel suite l'exploitation du gaz

| Solutions pour la protection du patrimoine | Pourcentages |
|---|--------------|
| Non réponse – Ne sais pas | 37 |
| L'exploitation n'a pas d'impacts sur le patrimoine culturel | 29 |
| Notre patrimoine est bien protégé | 27 |
| S'unir ensemble pour la protection du patrimoine | 02 |
| Création de digues de protection | 05 |

CHAPITRE III : ADAPTATION ET RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE PECHEURS FACE AUX IMPACTS DE L'INDUSTRIE GAZIERE OFFSHORE

6. LES STRATEGIES D'ADAPTATION DES COMMUNAUTES DE PECHEURS DE LA LANGUE DE BARBARIE

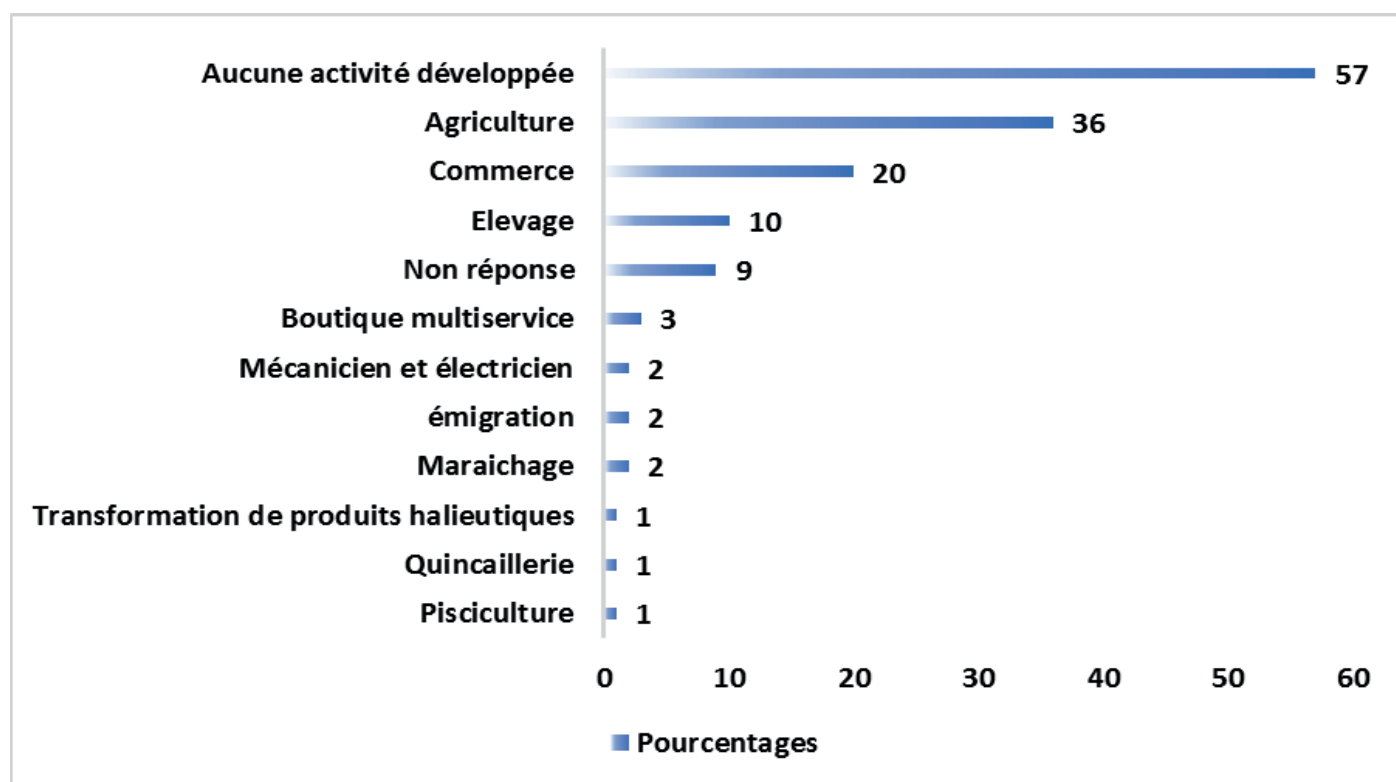
6.1. Développement de nouvelles activités génératrices de revenus à l'annonce de l'exploitation gazière

L'annonce imminente de l'exploitation du gaz offshore entraîne vraisemblablement des réactions variées parmi les communautés locales de pêcheurs de Guet-Ndar, en ce qui concerne le développement de nouvelles activités économiques. L'analyse des données montre que la plupart des enquêtés ne jugent pas opportun de développer des activités génératrices de revenus autre que la pêche, tandis que les autres personnes interrogées estiment nécessaire de diversifier les métiers en investissant les domaines de l'agriculture, du commerce, de l'élevage, etc. La majorité des enquêtés, soit 57%, n'envisage pas de développer de nouvelles activités en réaction à l'annonce de l'exploitation du gaz offshore. Plusieurs facteurs pourraient expliquer cette inertie de la population de la Langue de Barbarie. L'attentisme et l'incertitude économique joueront probablement un rôle majeur, un grand nombre d'individus nourrissant encore l'espoir de tirer profit des potentielles externalités positives de l'exploitation gazière avant de prendre d'autres initiatives d'adaptation ou de reconversion. En plus, l'absence de capitaux ou moyens financiers pour initier de nouvelles activités pourrait constituer une autre barrière significative. Il y a aussi un autre facteur d'explication selon lequel les communautés locales n'ont pas développé d'autres compétences en dehors de la pêche. « Nous n'avons pas de terre [à cultiver] au cas où demain, si la mer est impraticable, nous pourrions faire autre chose. Même l'idée de repos biologique pour deux voire trois mois nous est difficile à vivre. On ne sait que faire la pêche. Sans elle, nous n'avons rien ! », déclare M. M., pêcheur à la retraite.

Parmi ceux qui choisissent de diversifier leurs activités, les données collectées montrent que 36% se tournent vers l'agriculture. Ce secteur est perçu comme une valeur sûre en période de changement économique. Le commerce est le deuxième secteur d'activités le plus choisi par les répondants, 20% des enquêtés choisissant de s'y orienter. La hausse prévisible de la demande de biens et services due à l'afflux migratoire constitue le moteur clé de cette décision. L'esprit entrepreneurial local, stimulé par les opportunités économiques émergentes, jouera aussi un rôle important dans cette transition vers le commerce.

Enfin, 20% des personnes interrogées optent pour l'activité d'élevage. Ce choix peut s'expliquer par la complémentarité avec l'agriculture et la demande croissante de produits animaliers liée à l'accroissement de la population. Si certains répondants confirment se tourner vers des activités génératrices de revenus, d'autres restent dans leur position de contradiction, soit 9%. Les données montrent également que des personnes interrogées choisiront d'autres activités, comprises entre 3%, 2% et 1%, offrant une gamme variée de prestations pour répondre aux besoins diversifiés de la communauté.

Figure 8 : Répartition des nouvelles activités génératrices de revenus développées par les personnes interrogées à l'annonce de l'exploitation du gaz offshore



6.2. Stratégie d'adaptation des pêcheurs face à l'interdiction de certaines zones de pêche

L'interdiction de certaines zones de pêche, souvent justifiée par la nécessité de protéger les écosystèmes marins et de réguler les ressources halieutiques au regard des installations gazières, a engendré des tensions chez les pêcheurs locaux de la langue de Barbarie. Face à ces nouvelles contraintes, les pêcheurs recourent à des formes de résistance. Ils s'engagent dans des mobilisations sociales, soutenues par des ONG et des collectifs, pour sensibiliser le public et les décideurs sur l'importance de leurs activités de pêche. Certains vont jusqu'à braver ces interdictions des zones de pêche pour trouver la ressource halieutique, d'autres préfèrent se tourner vers la frontière sénégal-mauritanienne où ils sont chassés, poursuivis dès fois même maltraités pour avoir franchis les lignes rouges. Ces mouvements visent à revendiquer un accès durable aux ressources halieutiques tout en appelant à un cadre réglementaire qui prenne en compte leurs réalités économiques et culturelles. Les entreprises comme BP et KOSMOS, opérant dans ces environnements marins délicats, réagissent en développant des stratégies de responsabilité sociale. Elles cherchent à mettre en avant leur engagement envers les communautés locales de pêcheurs par des programmes d'accompagnement économique, d'éducation et de développement durable. En établissant des partenariats avec des organisations communautaires, elles cherchent à construire des relations de confiance et à réduire les tensions. Cependant, ces stratégies sont à double tranchant. Les ressources financières dont disposent BP et KOSMOS peuvent leur permettre d'investir dans des initiatives soutenant les communautés locales, mais leur perception négative peut rapidement tourner en leur défaveur. Leur activité d'exploitation peut être vue comme une menace pour les moyens de subsistance des pêcheurs, entraînant des résistances actives. De plus, un manque de lien authentique avec les communautés de pêcheurs peut nuire à leurs efforts de dialogue.

L'interdiction de certaines zones de pêche comme Jatara et Praia, induite par divers facteurs tels que le développement des infrastructures gazières ou les mesures de conservation environnementale, représente un défi de taille pour les communautés de pêcheurs. Les données des enquêtes révèlent une perception largement partagée de la difficulté à s'adapter à ces nouvelles contraintes spatiales. Selon l'enquête, 89% des pêcheurs considèrent que l'adaptation aux nouvelles interdictions de zones de pêche sera difficile. Cette majorité reflète la complexité intrinsèque de la situation pour ces communautés dont les modes de vie et les techniques traditionnelles sont profondément ancrés dans des superficies de pêche désormais restreintes. La difficile adaptation des pêcheurs artisanaux de Guet Ndar trouve également sa source dans le manque de ressources alternatives. Les pêcheurs dépendent largement des connaissances accumulées sur des territoires spécifiques pour garantir leur rendement. La perte de ces zones bien connues pourrait signifier une baisse significative de leur efficacité et de leur production. « La plateforme gazière a tué Saint-Louis. Jatara était le cœur de la pêche à Saint-Louis » (B. G., pêcheur à la ligne).

A l'inverse, 10% des répondants estiment que l'adaptation pour mieux s'ajuster aux nouvelles réalités sera facile. Une infime portion des répondants (1%) n'a pas souhaité se prononcer sur la question, ce qui peut refléter des incertitudes profondes ou une méconnaissance des implications futures. Cette hésitation peut également être symptomatique d'un manque de communication ou de concertation adéquate entre les autorités et les pêcheurs, laissant une frange de la population dans une attente passive plutôt que proactive.

Tableau 17 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'adaptation des pêcheurs face à l'interdiction de certaines zones de pêche

| Adaptation des pêcheurs face à l'interdiction de certaines zones de pêche | Pourcentage |
|---|-------------|
| Facile | 10% |
| Difficile | 89% |
| Non réponse | 01% |
| Total | 100% |

6.3. Stratégie de résistance des communautés de pêcheurs

Il est à craindre, par ailleurs, que cette difficile adaptation des pêcheurs face à l'interdiction de certaines zones soit facteur de tensions et de conflits d'usage avec les utilisateurs de longue date qu'ils sont. En effet, cette interdiction répétitive de l'accès à certaines zones de pêche pousse ces derniers à engager la résistance comme principale stratégie. Des marches et des mobilisations communautaires sont organisées de manière récurrente pour fustiger l'attitude antipathique de BP vis-à-vis de leur situation. La compagnie n'a pas pour le moment réagi officiellement à ces protestations des pêcheurs de Guet Ndar qui gagnent de plus en plus en ampleur, adoptant la stratégie du profil bas, dans un contexte de production imminente du « first gas ». Cet état de fait, combiné à l'inertie des autorités locales constituent d'ailleurs, leur plus grande impuissance face à leur antagonisme avec BP. Il y a donc ici l'épineuse question de la cohabitation entre les différents usagers en l'occurrence les pêcheurs et les entreprises exploitantes, ce qui accentue le potentiel conflictogène d'une telle cohabitation.

Photo 7 : Protestation des pêcheurs de Guet Ndar pour la libération de Jatara, 19 juillet 2024



Source : Ndar Info

8. REPONSES DE LA COMPAGNIE EXPLOITANTE (BP) FACE AUX IMPACTS DES OPERATIONS GAZIERES OFFSHORE SOULEVES PAR LES COMMUNAUTES DE PECHEURS

Des responsables de BP interrogés lors de l'enquête qualitative ont fourni des éléments de réponse qui incluent les mesures de prévention et de mitigation prises pour juguler les impacts potentiels et actuels du projet GTA-Phase 1 sur la pêche artisanale, ainsi que leur état de mise en œuvre. Toutefois, il convient de préciser que le suivi-évaluation de l'état de mise en œuvre des mesures de prévention et de mitigation proposées ainsi que celle des autres données fournies par la compagnie exploitante n'entre pas dans le cadre de la présente de recherche.

Photo 8 : Projet GTA, 19 août 2022



Source : BP, Projet GTA

La problématique de la perte de zones de pêches potentielles et de sa gestion peut être considérée comme le point nodal sur lequel il convient de s'appesantir. En effet, selon des responsables de BP interrogés : « La présence physique du brise-lames ainsi que des installations connexes au HUB explique l'établissement d'un périmètre de sécurité de 500 mètres conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et au Code de l'environnement (UCLOS) du Sénégal. Ainsi, l'étendue de ce périmètre de sécurité entraîne la perte d'environ 3,24 km² de zones de pêche potentielles, dont 1,6 km² en Mauritanie et 1,6 km² au Sénégal ». La conséquence qui est admise par ces responsables est donc une « perte d'accès aux ressources halieutiques ».

Photo 9 : Zone d'interdiction autour du champ GTA



Source : BP, Projet GTA

Cependant, cette perte semble être minimisée. Pourtant, plusieurs témoignages concordent sur le fait que ces zones de pêches perdues – Jatara notamment – sont les plus poissonneuses.

9. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En conclusion, l'étude a montré que les impacts actuels et potentiels des opérations pétrolières et gazières sur les pêcheurs de Guet-Ndar nécessitent une réponse multidimensionnelle et concertée. La collaboration entre le CLPA, l'entreprise BP, les services déconcentrés, les collectivités territoriales, les organisations de la société civile locale et les communautés locales de pêcheurs est essentielle pour créer un cadre de travail équilibré et durable. Les recommandations ci-après visent à créer un environnement où l'exploitation gazière offshore coexiste harmonieusement avec les activités traditionnelles de pêche, en minimisant les impacts négatifs sur les ressources marines et en soutenant les pêcheurs dans leur adaptation aux nouvelles réalités économiques. Cela permettra de garantir la pérennité des moyens de subsistance des pêcheurs tout en favorisant une croissance économique inclusive, durable et responsable.

Pour les compagnies exploitantes

1. Des programmes de compensation financière pourraient être envisagés par les compagnies exploitantes (BP, Kosmos Energy et Petrosen) pour aider les pêcheurs à diversifier leurs sources de revenus et à s'adapter face aux changements induits par le projet GTA. Une part des revenus tirés de l'exploitation du gaz pourrait ainsi servir à compenser le manque à gagner du secteur de la pêche (selon le modèle du Fonds d'appui au développement local dans le secteur minier).
2. L'adoption de pratiques écologiquement responsables par la compagnie exploitante et une surveillance continue des impacts environnementaux des opérations pétro-gazières offshore sont également essentielles pour faciliter la cohabitation avec les activités de pêche artisanale.
3. La création/délimitation de zones de pêche protégées et l'immersion des récifs artificiels apparaissent comme une solution indispensable pour assurer la régénération des stocks halieutiques et la préservation des écosystèmes marins. Ces zones, exemptes de toute activité industrielle, offriront un refuge aux ressources marines et contribueront à la durabilité écologique. L'enquête qualitative a révélé que sur les 20 sites identifiés par les acteurs de la pêche pour l'immersion de ces récifs, seuls deux ont été retenus par BP et les coordonnées montrent que ces sites se trouvent proches des côtes, donc dans une zone peu poissonneuse. Il est ainsi fortement recommandé d'impliquer les communautés dans la prise de décision et de tenir compte des connaissances endogènes.

Pour l'Etat et ses services déconcentrés

4. Les services déconcentrés comme la DREEC et la Direction Régionale de la Pêche gagneraient à intensifier la surveillance environnementale et développer des politiques publiques de soutien à la pêche. Une approche intégrée de la gestion des zones côtières est nécessaire pour équilibrer l'exploitation industrielle et la conservation des ressources.
5. Il est également recommandé d'adapter davantage le contenu local au secteur de la pêche. Ainsi, il sera possible de réduire la dépendance exclusive des pêcheurs à la pêche traditionnelle et d'introduire des alternatives viables et durables tout en insistant sur la possibilité de négocier un contenu local sectoriel de la pêche. L'aménagement de zones de pisciculture maritime pourrait d'ores et déjà être envisagé.
6. Au-delà de la plateforme en ligne mise en place par le Comité national de suivi du Contenu local pour la publication des plans de contenu local des entreprises exploitantes, il est recommandé de publier les opportunités de marchés dans les chambres consulaires pour permettre notamment aux PME, GIE et entrepreneurs locaux (Saint-Louis, Langue de Barbarie) de pouvoir soumissionner et gagner des parts de marché.

7. Une révision du Code de la Pêche pourrait être nécessaire pour revoir la réglementation des zones de pêche en tenant compte des projets d'hydrocarbures offshore et éviter l'exploitation tous azimut sur tout le littoral sénégalais.
8. L'instauration de systèmes de surveillance rigoureux constitue également une forte recommandation. Cela permettra de monitorer en temps réel les impacts des opérations gazières et de réagir rapidement en cas de perturbations écologiques majeures. Une telle approche proactive minimise les dommages environnementaux et favorise un développement plus harmonieux.

Recommandations pour renforcer les capacités organisationnelles et financières du CLPA

et améliorer ses relations avec les autres parties prenantes, afin de mieux sauvegarder les intérêts des pêcheurs artisanaux dans un contexte d'exploitation des hydrocarbures offshore :

1. Renforcement des capacités de médiation : Il serait bénéfique d'investir dans des programmes de formation visant à renforcer les capacités de médiation et de négociation des membres du CLPA pour faciliter les discussions avec les entreprises exploitantes et les autorités publiques.
2. Dialogue continu et renforcement des liens institutionnels : Encourager la mise en place de mécanismes de dialogue et de concertations régulières entre le CLPA, les entreprises exploitantes et les autorités déconcentrées et décentralisées pour discuter des enjeux, favoriser la transparence et promouvoir des solutions partagées. Favoriser la création de liens institutionnels plus solides entre le CLPA et les autorités déconcentrées et décentralisées afin de garantir un suivi efficace des décisions prises en faveur de la pêche artisanale et des écosystèmes marins.
3. Évaluation d'impact environnemental : Encourager les entreprises exploitantes à réaliser des évaluations d'impact environnemental transparentes et exhaustives dans lesquelles le CLPA occupe une place centrale.
4. Promotion de bonnes pratiques : Inciter à la promotion de bonnes pratiques de pêche durable, en mettant en place des programmes de sensibilisation conjoints avec les entreprises exploitantes pour encourager des pratiques respectueuses de l'environnement.
5. Soutien financier au CLPA (Etat et BP) : Faciliter l'accès à des financements ou des subventions pour le CLPA afin de renforcer ses activités de surveillance, de préservation des ressources halieutiques et de formation des pêcheurs. L'enquête qualitative a montré que le CLPA de Saint-Louis court depuis des années derrière l'Etat pour recouvrer sa part de recettes tirées des permis de pêche.

10. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BP, Projet de production de gaz Grand Tortue/ Ahmeyim - Phase 1. Étude d'impact environnemental et social : Rapport final consolidé intégrant les revues réglementaires de la Mauritanie et du Sénégal, 2019, volume 1 et 2 ;

Commission néerlandaise pour l'évaluation environnementale, Examen de l'EIES du Projet de production de gaz - Grand Tortue, Ahmeyim - Phase 1, 2018 ;

KLOFF S. et al., Industries extractives et développement durable : Guide de meilleures pratiques pour l'exploitation pétrolière et gazière offshore dans l'Écorégion Marine Ouest-Africaine, Rapport, 2010 ;

LEMBE BEKALE A. J., « Activités halieutiques et pétrolières sur le littoral gabonais : enjeux de l'exploitation des ressources et conflit spatial », Revue Espaces Africains (En ligne), Numéro spécial (Numéro 2 | 2023), ISSN : 2957- 9279, mis en ligne le 30 septembre 2023, pp. 27-41 ;

LEGS-Africa, Revue critique de l'étude d'impact environnemental et social du projet gazier Grand Tortue / Ahmeyim, 2022 ;

MOMBO M.-G. et DESSE M., « Le pétrole comme facteur d'insécurité maritime : Acteurs et évolution du phénomène dans le Golfe de Guinée », Revue Espaces Africains (En ligne), Numéro spécial (Numéro 2 | 2023), ISSN : 2957- 9279, mis en ligne le 30 septembre 2023, pp. 85-103 ;

NDIAYE Ch. et al., « Enjeux environnementaux et socio-économiques de l'exploitation du gaz sur le littoral nord sénégalais », Revue Espaces Africains (En ligne), Numéro spécial (Numéro 2 | 2023), ISSN : 2957- 9279, mis en ligne le 30 septembre 2023, p.58-71 ;

SECK A., Les pêcheurs migrants de Guet-Ndar (Saint-Louis du Sénégal) : analyse d'une territorialité diverse entre espaces de conflits et espaces de gestion, Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Liège et Université Cheikh Anta Diop de Dakar, soutenue le 16 septembre 2014 ;

TROUILLET B. et al., « Les enjeux informationnels de la planification spatiale marine. Les leçons tirées du cas des petites pêches artisanales au Sénégal », in BONNIN M. et BERTRAND S. L. (dir.), Planification spatiale marine en Atlantique tropical. D'une tour de Babel à l'organisation d'une intelligence collective, IRD Éditions, 2023, pp. 235-265.

11. ANNEXES

Annexe 1 : Méthodologie de la recherche

L'enquête qualitative

L'approche qualitative a été essentielle pour explorer en profondeur les impacts actuels et potentiels de l'exploitation des hydrocarbures sur la communauté locale de pêcheurs de la Langue de Barbarie.

Entretiens semi-directifs avec les acteurs de la chaîne de valeur de la pêche

Les entretiens individuels semi-directifs ont permis de recueillir des récits détaillés des expériences des pêcheurs (membres comme non membres du CLPA), des femmes transformatrices de produits halieutiques, des mareyeurs et micro-mareyeurs, des charpentiers, etc. Ces entretiens ont offert un espace confidentiel pour discuter des défis quotidiens, des opportunités et des besoins spécifiques des communautés de pêcheurs. 23 participant-e-s y ont pris part.

Entretiens avec des informateurs clés

Il s'agit de 10 entretiens répartis entre des leaders des organisations de jeunes et de femmes, des représentants locaux des entreprises exploitantes, des élus locaux (conseillers municipaux et conseillers départementaux), des autorités administratives, des leaders d'OSC travaillant dans la gouvernance du secteur extractif à Saint-Louis, des leaders communautaires et des agents du service régional de la pêche. Ces entretiens ont permis d'offrir des perspectives contextuelles importantes, d'obtenir des informations stratégiques sur les dynamiques sociales, économiques et politiques liées à l'exploitation des hydrocarbures à Saint-Louis et ses impacts sur les communautés locales de pêcheurs.

Observations sur les sites (Langue de Barbarie)

La méthode d'observation directe sur les sites a permis d'appréhender les dynamiques sociales et les rapports de forces en temps réel. En observant les interactions entre les différents acteurs, nous avons pu documenter les conditions de travail des pêcheurs, leurs craintes et inquiétudes, les relations interpersonnelles et les obstacles spécifiques rencontrés par les femmes transformatrices de produits halieutiques. Cette approche offre une dimension pratique pour compléter les données recueillies par les entretiens et les questionnaires.

Groupes de discussion avec des acteurs de la chaîne de valeur de la pêche

Deux groupes de discussion (focus groups), réunissant 8 à 10 acteurs-trices, ont permis une exploration participative de thèmes spécifiques identifiés lors des entretiens individuels. Cette méthode a facilité l'expression collective des expériences partagées, fait apparaître les impacts différenciés et les inégalités dont les communautés de pêcheurs (y compris les femmes) sont victimes et a favorisé une compréhension plus approfondie des impacts actuels et potentiels des opérations pétrolières et gazières sur la chaîne de valeur de la pêche, dans le contexte de changement climatique et de transition énergétique.

Outils de collectes qualitatifs

Guides d'entretien semi-directifs

Les guides d'entretien ont été élaborés de manière à poser des questions ouvertes, encourageant les participant-e-s à partager leurs expériences de manière approfondie. Cela garantit une structure tout en permettant des réponses spontanées, offrant ainsi un aperçu riche et nuancé des réalités vécues par les communautés locales travaillant sur la chaîne de valeur de la pêche à Saint-Louis.

Grille d'observation

La grille d'observation a fourni une liste structurée de points à examiner lors des visites au niveau de la Langue de Barbarie. Cela a assuré une collecte systématique d'informations pertinentes pour éclairer les dynamiques sociales et les rapports de forces entre des acteurs aux intérêts divergents, renforçant ainsi la validité des résultats de l'étude.

Guide de discussion pour les focus groups

Le guide de discussion a fourni une base pour faciliter les échanges participatifs au sein des groupes. En ciblant des thèmes spécifiques, il a dirigé la conversation vers des sujets cruciaux, permettant aux chercheurs de recueillir des perspectives approfondies et diversifiées.

Outils de collectes quantitatifs

L'enquête par questionnaire

Elle a consisté à évaluer les dimensions de l'objet de recherche auprès d'un échantillon représentatif de la population concernée par l'enquête à partir d'un questionnaire. Il s'agit principalement de collecter des informations sur les impacts vécus par les acteurs de la pêche et liés à l'exploitation du gaz au niveau de la Langue de Barbarie.

Population cible

L'enquête a ciblé l'ensemble des femmes et des hommes âgés de 15 ans et plus, résidant au niveau des quartiers de Goxu Mbathie, Guet Ndar, Santhiaba et Hydrobase pendant la période de l'enquête.

Plan d'échantillonnage

Afin de disposer d'un échantillon représentatif au niveau de ces zones de résidence, l'étude a utilisé un échantillonnage stratifié simple à quatre degrés. En effet, les quartiers ont été subdivisés en strates en raison de vingt-cinq (25) personnes interrogées dans chaque strate. Ce qui nous donne cent (100) enquêtés au total sur les quatre strates. Ainsi, la taille de l'échantillon a été déterminée de sorte à assurer une précision des estimations sur chaque strate ou quartier.

Traitement et analyse des données d'enquête

Concernant les données quantitatives, après la collecte, le traitement a été effectué à partir des logiciels Microsoft Word, Excel et SPSS.

- Microsoft Excel, intervient dans la réalisation des calculs ;
- SPSS a permis de dépouiller le questionnaire et générer des statistiques descriptives sous forme de tableaux et graphiques sur la base d'une, deux ou plusieurs variables ;
- Microsoft Word, est utilisé pour la saisie des textes et la mise en page du travail.

En ce qui concerne les données qualitatives, l'analyse de contenu thématique en a été faite. Les verbatims les plus pertinents ont été sélectionnés et ont permis d'appuyer les données statistiques afin de mieux en faire ressortir le sens. Une matrice d'observation a aussi été utilisée pour classer les données qualitatives.

Difficultés rencontrées et modalité de leur résolution

Il faut avouer que nous avons eu quelques difficultés à rencontrer des pêcheurs en exercice en raison du fait que certains d'entre eux étaient en mer au moment de l'enquête. Il a fallu donc parcourir de longues distances sur la plage pour en trouver.

Plus largement, cela pose la problématique de l'indisponibilité de certaines populations, à cause de leurs occupations quotidiennes. D'autres personnes se plaignaient de la multitude d'études effectuées par le passé alors qu'elles n'ont pas vu s'améliorer leurs conditions d'existence. Il a fallu donc, avec beaucoup de pédagogie, leur expliquer que l'équipe de recherche n'est pas mue par des mobiles politiques.

Annexe 2 : Analyse systémique des parties prenantes de la chaîne de valeur de la pêche dans la Langue de Barbarie dans un contexte d'exploitation d'hydrocarbures offshore

L'objectif ici est de cartographier les parties prenantes du secteur de la pêche à Saint-Louis pour une identification globale de tous les acteurs (publics, privé, ONG, organisations de la société civile locale, partenaires techniques et financiers etc.) et de déterminer leurs rôles, responsabilités, importance, influence et leurs relations avec les organisations de pêcheurs artisanaux. Cette cartographie permet de mieux appréhender le paysage des acteurs impliqués dans les activités de pêche artisanale, de gestion des ressources halieutiques et de préservation de l'environnement dans la région de Saint-Louis. Plusieurs catégories d'acteurs peuvent être pris en compte dans la chaîne de valeur de la pêche artisanale, dans un contexte de développement des opérations pétro-gazières offshore à Saint-Louis. On peut citer notamment :

- Le Comité Local de Pêche Artisanale (CLPA), structure regroupant les acteurs divers et variés de la chaîne de valeur du secteur de la pêche ;
- La Direction régionale de la pêche ;
- La compagnie BP, opérateur principal du projet GTA ;
- L'Association ouest-africaine pour le développement de la pêche artisanale (ADEPA)
- La société civile locale : l'antenne régionale de la coalition Publiez Ce Que Vous Payez de Saint-Louis (PCQVP), composée d'une quinzaine d'organisations membres, la section régionale du Forum civil et les organisations communautaires de base (OCB) au niveau de la Langue de Barbarie ;
- Le Comité de développement communautaire (CDC) : structure de gouvernance inclusive des interventions sociales de BP ;
- La Direction Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés (DREEC) ;
- Les autorités déconcentrées et décentralisées (préfecture, mairie, Conseil départemental de Saint-Louis).

Missions du CLPA

Le CLPA demeure un acteur incontournable. Aux termes de l'article 6 du décret n°2016-1804 du 22 novembre 2016 portant application de la loi n°2015-18 du 13 juillet 2015 portant Code de la Pêche maritime, les Conseils locaux de pêche artisanale ont pour missions de :

- Donner des avis sur toutes les questions relatives aux activités de pêche artisanale dans la localité concernée et sur les questions en matière d'aménagement de pêcheries au niveau national ;
- Assurer l'information des pêcheurs artisans sur toutes les mesures relatives à la pêche maritime dans leur localité ;
- Organiser les pêcheurs de la localité de manière à prévenir et régler les conflits entre communautés de pêcheurs et entre pêcheurs employant différentes méthodes de pêche ;
- Participer à l'élaboration et à l'exécution des plans d'aménagement locaux des pêcheries et au système de suivi et surveillance des pêches au niveau local ;
- Promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène, de salubrité et de conservation des produits de la pêche ;
- Promouvoir les initiatives locales en matière de cogestion des pêcheries ;
- Demander un avis au Conseil national consultatif des Pêches maritimes sur toutes questions relatives à la pêche, dans leurs localités respectives ;
- Demander assistance au Conseil national consultatif des Pêches maritimes en vue de résoudre les problèmes liés à la pêche dans leurs localités respectives.

Gouvernance et mécanismes de fonctionnement du CLPA

Le CLPA de Saint-Louis couvre les sites de Saint-Louis, Goxu Mbathie, Guet Ndar, Ndar Toute et Hydrobase. Ledit CLPA est mis en place avec l'appui du projet PARTAGE en juin 2010. Il est reconnu le 08 octobre 2010 et compte 40 conseillers. Il est présidé par le Préfet de Saint-Louis et a comme Secrétaire le Chef du service départemental des pêches et de la surveillance de Saint-Louis.

Le CLPA de Saint-Louis est une institution fondamentale dans la gouvernance de la pêche artisanale dans la région. Sa structure démocratique implique une participation active des représentants élus parmi les pêcheurs locaux. Ils assurent la coordination des activités du comité et la représentation des intérêts de la communauté de pêche de la langue de Barbarie auprès des autorités locales et régionales. Cette structure organisationnelle renforce la légitimité du processus décisionnel, favorisant ainsi une approche inclusive des parties prenantes du secteur de la pêche à Saint-Louis. Les modalités de prise de décision au sein du CLPA reposent sur des processus collaboratifs et participatifs. Des assemblées générales régulières offrent une plateforme où les membres partagent leurs préoccupations, discutent des défis inhérents à la pêche artisanale et proposent des solutions. Cette approche démocratique permet à chaque membre de contribuer activement aux décisions prises, renforçant ainsi l'appropriation des choix collectifs.

En ce qui concerne la gestion des ressources halieutiques, le CLPA de Saint-Louis s'engage fermement dans la préservation des écosystèmes marins locaux. Pour soutenir cet engagement, le comité élabore et met en œuvre des règlements internes visant à encadrer les pratiques de pêche artisanale. Ces règles favorisent la préservation des stocks de poissons et la protection de l'écosystème marin local, assurant ainsi une exploitation durable des ressources halieutiques. Le CLPA consacre également des efforts significatifs à la sensibilisation et à la formation. Des programmes éducatifs sont mis en place pour informer les pêcheurs sur les meilleures pratiques de pêche, la conservation des espèces menacées et la gestion adaptative des ressources issues du secteur de la pêche. Parallèlement, des campagnes de sensibilisation sont menées au sein de la communauté pour promouvoir une pêche responsable et pour sensibiliser sur les enjeux environnementaux locaux.

Critiques de la gouvernance du CLPA

Il est établi, lors des groupes de discussion, que la participation et la collaboration avec les acteurs internes et externes des institutions de cogestion n'a pas mené au contrôle ni à l'amélioration de la qualité des ressources halieutiques. En effet, de l'avis de certains acteurs de la chaîne de valeur de la pêche dans la langue de barbarie, le CLPA est confronté à une importante fragilité organisationnelle qui compromet in fine la dynamique de préservation durable des ressources halieutiques. Les principaux dysfonctionnements évoqués portent sur le non-respect des statuts juridiques du CLPA par les membres, plus précisément le non-renouvellement du leadership local et des organes de gouvernance et l'absence de tenue des réunions statutaires. À cela s'ajoute le déséquilibre de fonctionnement inter-organes qui se traduit souvent par un bureau exécutif dynamique et une léthargie totale des commissions techniques. Le poids incontestable des leaders locaux constitue une entrave au renouvellement des instances de gouvernance. Les leaders qui ont contribué à mettre en place l'institution restent inamovibles. À titre d'exemple, selon un interviewé, « le CLPA de Saint-Louis, après plusieurs années de fonctionnement, est toujours dirigé par le même président ». Cela va à l'encontre des statuts juridiques, qui stipulent que le mandat de deux ans n'est renouvelable qu'une seule fois. Une telle situation génère un climat conflictuel permanent entre les acteurs. Ainsi, beaucoup de membres démissionnaires des CLPA rencontrés évoquent ces dysfonctionnements organisationnels comme causes de leur abandon. Ils ajoutent que la gestion managériale et financière du CLPA n'est pas des plus transparentes. Les rapports d'activités, le bilan comptable des activités génératrices de revenus et des financements reçus, et les procès-verbaux des rencontres ne sont jamais disponibles pour consultation. Les pêcheurs sont conscients des failles organisationnelles des CLPA et du système de surveillance participative défectueux, qui se heurtent à des problèmes de logistique et de moyens financiers. Cette situation a encouragé la non-conformité aux règles de gestion établies. Ainsi, les pêcheurs continuent de pêcher frauduleusement dans les aires de pêche protégées. De l'avis des acteurs, au-delà de la défaillance du système de surveillance, les amendes ne sont pas dissuasives et le balisage des zones protégées fait défaut. Cette pêche illicite compromet la dynamique de gestion durable des ressources dans les aires de cogestion.

Modes de financement du CLPA

Le CLPA a recours à différents modes de financement pour assurer son fonctionnement et promouvoir des pratiques durables au sein de leurs communautés. Le CLPA peut bénéficier de financements publics provenant d'exécutifs locaux, régionaux ou nationaux. Ces financements peuvent être alloués pour des programmes de préservation des ressources halieutiques, des campagnes de sensibilisation, des équipements de surveillance ou des formations sur les bonnes pratiques de pêche durable dans la langue de barbarie. Les organisations non gouvernementales, les entreprises privées telles que BP et Kosmos Energy, les fondations et les partenaires commerciaux peuvent apporter leur soutien financier au CLPA.

Liens entre le CLPA et les acteurs de la société civile locale

Le CLPA entretient généralement des liens étroits avec les acteurs de la société civile locale comme la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez, le Forum Civil et d'autres organisations de défense de l'environnement ou des organisations communautaires de base. Ces relations sont essentielles pour promouvoir la durabilité de la pêche artisanale et pour favoriser le développement économique et social des communautés dépendantes de la pêche. Le CLPA collabore souvent avec des organisations locales de la société civile, telles que des associations environnementales et des groupes communautaires, pour mener des campagnes de sensibilisation sur les bonnes pratiques de pêche, la préservation des ressources halieutiques et les réglementations environnementales.

Liens entre le CLPA et l'entreprise exploitante (BP)

À Saint-Louis, la présence des entreprises exploitantes du gaz offshore, en l'occurrence BP et Kosmos Energy, peut avoir des répercussions significatives sur les activités de pêche artisanale et sur l'écosystème marin. Le CLPA de Saint-Louis, en tant que représentant des pêcheurs artisanaux, entretient généralement des relations de coopération, de suivi et parfois de négociation avec ces entreprises. Le CLPA est la porte d'entrée de BP vers les communautés de pêcheurs établies sur la Langue de Barbarie. Il fait ainsi office d'intermédiaire entre la compagnie et la population. Les relations entre le CLPA et les entreprises exploitantes de gaz offshore sont souvent empreintes de désaccords, de négociations et, dans certains cas, de collaborations visant à protéger les intérêts des pêcheurs artisanaux et à garantir la durabilité de l'écosystème marin, tout en tenant compte des activités économiques des pêcheurs et des entreprises gazières pour une cohabitation harmonieuse entre ces acteurs.

Le projet d'Appui à l'amélioration des conditions de résilience des communautés de pêche artisanale de Saint-Louis (Sénégal), mis en œuvre par ADEPA et qui a pour objectif de contribuer au développement durable de la pêche artisanale de Saint-Louis par l'amélioration durable des moyens d'existence des communautés de pêche artisanale de Saint-Louis à travers : le renforcement de la cogestion locale des pêches, la sécurisation des pêcheurs en mer et le soutien aux activités économiques au profit des professionnels de la pêche artisanale de la Langue de Barbarie et de Gandiole¹.

D'après les informations obtenues auprès des responsables de BP, depuis sa première phase, le projet collabore avec les acteurs que sont : les pêcheurs, les mareyeurs, les femmes transformatrices, les prestataires de pêche, les maîtres charpentiers et leurs jeunes apprentis du Département de Saint Louis (Langue de Barbarie et Gandiole) et la MECPROPAS. Les principales parties prenantes et partenaires du projet sont : le CLPA de Saint-Louis, le CLPA de Gandiol, le Comité de Gestion de l'Aire Marine Protégé de Saint-Louis, le GIEI, l'ADC, les Conseils de quartiers, les Autorités administratives, les Services déconcentrés pêche et surveillance, les Service AMP-Parc et CMS

Liens avec les autorités déconcentrées

Dans l'ensemble, ce lien entre le CLPA et les autorités déconcentrées et décentralisées permet une gouvernance plus efficace et inclusive des ressources halieutiques, en assurant la coordination des actions, la prise en compte des besoins des pêcheurs au niveau local, et l'alignement des activités du CLPA sur les politiques et les plans de développement régionaux.

Liens avec les autorités décentralisées

Les élus locaux fournissent un forum important pour la présentation des préoccupations des pêcheurs au sein des instances de gouvernance locale, garantissant ainsi une prise en compte des intérêts de la communauté de pêche de la langue de barbarie dans les décisions locales.

1 <https://peche-dev.org>.

Liens avec la Direction Régionale de la Pêche

Le CLPA et la Direction Régionale de la Pêche à Saint-Louis jouent des rôles fondamentaux dans la gouvernance des activités de pêche. La collaboration entre ces deux entités est cruciale pour assurer une gestion efficace et durable des ressources halieutiques dans cette région côtière. Ensemble, ils travaillent pour établir des politiques locales adaptées aux besoins spécifiques des communautés de pêcheurs. Le cadre réglementaire joue un rôle central dans la relation entre le CLPA et la Direction Régionale de la Pêche. Le CLPA veille à ce que les pêcheurs artisanaux respectent les réglementations en vigueur, tandis que la Direction Régionale de la Pêche s'assure de l'application de la législation et de la mise en place de nouvelles régulations adaptées aux réalités locales. Ensemble, ils mettent en œuvre des initiatives de conservation telles que la création d'aires marines protégées et la gestion des zones de pêche pour maintenir l'équilibre écologique et soutenir les moyens de subsistance des pêcheurs. La surveillance et le contrôle sont essentiels pour prévenir la surexploitation des ressources. Le CLPA joue un rôle clé en fournissant des informations locales et en surveillant les pratiques de pêche, tandis que la Direction Régionale de la Pêche utilise ces informations pour mener des inspections régulières et appliquer des sanctions en cas de non-conformité.

Liens avec la DREEC

Sous la tutelle de Ministère de l'Environnement et de la transition écologique, la Direction de l'Environnement et des Établissements Classés (DREEC) est chargée de la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'environnement, notamment de la protection de la nature et des hommes contre les pollutions et les nuisances.

A cet effet, elle a pour mission :

- La prévention et le contrôle des pollutions et nuisances ;
- Le suivi des actions des divers services et organismes intervenant dans le domaine de l'Environnement ;
- L'élaboration des textes juridiques concernant l'Environnement ;
- Le suivi des conventions relevant de ses missions ;
- L'intégration de la dimension environnementale dans les politiques, programmes et projets de développement par l'évaluation environnementale ;
- La gestion de l'installation classée pour la protection de l'environnement ;
- La gestion du littoral

Au niveau régional, on a des divisions régionales de l'Environnement et des Établissements classés. Les interactions entre le CLPA et la DREEC illustrent une gouvernance collaborative cruciale pour la gestion des ressources naturelles. Le CLPA, en tant que représentant des pêcheurs artisanaux, et la DREEC, en tant qu'autorité environnementale, doivent coordonner leurs efforts pour assurer une exploitation durable des ressources halieutiques. Le CLPA et la DREEC collaborent également dans la surveillance et le contrôle des activités de pêche.